

ECONOMIE :
les grandes crises
sont encore devant nous

EL SALVADOR



**Avec l'aide US, de
la répression au
génocide**

L'assassinat des six dirigeants du Front démocratique révolutionnaire, suivi de celui de quatre religieuses américaines, avait provoqué les protestations hypocrites de Carter. Quelques jours plus tard, le colonel Majano quittait la junte de gouvernement pour se réfugier dans la clandestinité, appelant ses partisans à rejoindre l'opposition populaire. Carter en profitera encore une fois pour "regretter" le renforcement de la "droite" dans la junte. Puis il a suffi que le démocrate-chrétien Napoléon Duarte reçoive le titre de président et le général Jaime

(suite page 3)

MANIFESTATION NATIONALE

CONTRE LA RÉPRESSION AU SALVADOR, CONTRE LES MENACES
D'INTERVENTION US, EN SOUTIEN AU PEUPLE SALVADORIEN !

Samedi 17 janvier, 14h. 30, BERNE, Neuengasse

Appel soutenu jusqu'ici par les organisations suivantes :

Coordination Nationale des Comités Nicaragua et El Salvador, Entr'aide Ouvrière Suisse, Terre des Hommes (sect. suisse alémanique), Frères sans frontières, SKAAL, Conseil Suisse pour la paix, Parti Socialiste Ouvrier - IV^e Internationale, Organisations Progressistes, Parti du Travail, La Taupe, Ofra, Associations des Etudiants de Fribourg, Zurich et Bâle, Comités Bolivie (CONADE), Comités pour la libération des prisonniers politiques au Chili, Grupo latinoamericano (FR, ZH), ainsi que d'autres comités locaux de solidarité et organisations.

sommaire

EDITORIAL	
El Salvador : avec l'aide US, de la répression au génocide	3
SOCIAL	
"Etre solidaires" : le Conseil fédéral manoeuvre	3
Formation professionnelle vaudoise : les femmes dans l'impasse (1)	5
FEMMES	
Droits égaux : pourquoi se battre pour le contre-projet ?	4
DOSSIER	
Economie : les grandes crises sont encore devant nous	6-7
POLITIQUE	
Révision du Code pénal : le Conseil national dit oui aux mesures liberticides	8
Pour le Conseil fédéral, le PST doit être surveillé	8
INTERNATIONAL	
FRANCE : le PCF divise les travailleurs et nourrit le racisme	9
POLOGNE : l'eau bénite n'éteindra pas la flamme ouvrière !	10
NICARAGUA : contrôle ouvrier chez Nestlé	10
SCIENCES	
La biologie et nous	
L'ÉVÉNEMENT	
EL SALVADOR : importante offensive des forces révolutionnaires	12

abonnez-vous

Abonnements à la Brèche :

6 mois, enveloppe ouverte :	fr. 22,50
une année, enveloppe ouverte :	fr. 45.-
une année, enveloppe fermée :	fr. 55.-
une année, étranger (Europe) :	fr. 80.-
Outre-mer :	prendre contact avec nous
abonnement de soutien :	fr. 100.-

(Préciser le type d'abonnement)

Pour toute correspondance : Case postale 1000 Lausanne 17 CCP 10-25 669

Ed. resp. C.A. Udry - Imprimerie Cedips, Lausanne

SI NOS ACTIVITES ET
NOTRE POLITIQUE
VOUS INTERESSENT :

prenez contact

PARTI SOCIALISTE OUVRIER
Section suisse de la IV^e Internationale
Adresses des sections romandes et tessinoise

case postale 13, 2500 Bienne 4	(032) 22 95 47
case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds	
case postale 59, 2800 Delémont 1	
case postale 28, 1700 Fribourg 6	
case postale 858, 1211 Genève 3	(022) 20 68 02
case postale 592, 1000 Lausanne 17	(021) 23 05 91
case postale 32, 2000 Neuchâtel 2	(038) 24 25 23
casella postale 225, 6901 Lugano	

Membres du PSO élus : à Coire aussi

Tout à notre joie d'annoncer le premier siège parlementaire enlevé par un membre du PSO, Sylviane Zulauf à Bienne, nous avons failli oublier l'élection, le 26 octobre, dans la ville de Coire d'un autre membre de notre parti, Andreas Bianchi. Dans cette ville, il n'existe pas de section du PSO. Mais on y trouve le combatif journal "Viva", diffusé dans tout le canton des Grisons et qui depuis des années dérange les grandes et petites magouilles des politiciens grisonnais et offre une information alternative à la population du canton. "Viva" n'est cependant pas qu'un journal, mais aussi un collectif de militants. Ce qui lui permet de mener aussi des campagnes et d'apparaître comme une force de rechange, petite mais grandissante. "Viva", avec 4,1 o/o des voix, vient donc d'enlever un siège au parlement communal de Coire.

Après son élection, Andreas Bianchi expliqua que "les bourgeois nous avaient ignorés et ne nous avaient pas pris au sérieux". Efrayée par son résultat, la "Bündner Zeitung" lui demanda s'il n'était pas communiste. "Bien sûr que je suis communiste, mais pas un communiste 'moscouteur'. Nous combattons pour la suppression de l'inégalité sociale et contre l'exploitation."

Gageons que les bourgeois grisonnais vont rapidement être obligés de cesser d'ignorer le parlementaire de "Viva".

Conflit dans les garages genevois

Depuis le 1er janvier 1981, les 1500 travailleurs des 240 garages genevois n'ont plus de convention collective de travail. Les syndicats FTMH, FCOM, FCTA revendiquent depuis l'été dernier :

- 40 heures par semaine dans les ateliers et 45 heures à la pompe (actuellement, respectivement 42,5 heures et 49,5);
- 13e mois généralisé et 100.- francs d'augmentation mensuelle pour les salaires les plus bas;
- 4e semaine de vacances pour tous et 5 semaines pour les apprentis et les travailleurs âgés;
- les droits syndicaux dans l'entreprise (actuellement inexistant);
- une commission paritaire de contrôle de l'hygiène et de la sécurité (actuellement, l'Inspectorat du travail ne communique ses rapports qu'à l'employeur).

L'association patronale de la branche, l'UPSA, refuse tout accord sur l'hygiène et la sécurité, les droits syndicaux et le temps de travail. Devant cette attitude, les syndicats envisagent de déposer un préavis de grève si le patronat n'entre pas en matière sur les points essentiels au 15 janvier. Un Comité de soutien des organisations politiques et syndicales s'est déjà constitué. Rappelons qu'en 1978, le patronat avait cédé les 42,5 heures après le dépôt d'un tel préavis. Une affaire à suivre, donc.

ERRATUM

Dans l'éditorial de la brèche no 243-244, intitulé "Préparer aujourd'hui les luttes de demain", une erreur s'est glissée à propos de la durée moyenne de travail hebdomadaire en Suisse. Contrairement à ce qui était indiqué, elle n'est pas de 44,3 heures, mais bien de 43,3 heures. Ce qui ne change pas le fait qu'elle reste l'une des plus longues des pays capitalistes industrialisés.

POLOGNE 1980 : la collection complète d'Inprecor sur la Pologne pour 30 francs français

Le 21 juillet, Inprecor consacre sa couverture d'avant les vacances au mouvement de grèves qui démarre en Pologne. Depuis, les comptes rendus, les analyses et les témoignages n'ont pas cessé de paraître. Le numéro du 15 décembre consacre un dossier de vingt-quatre pages à l'évolution de la crise polonaise. On y trouve, entre autres, les analyses de Jacek Kuron (animateur du KOR, le Comité d'autodéfense sociale), d'Antoni Macierewicz (dirigeant du Centre de recherches socialistes, regroupant les experts du syndicat Solidarité de la région de Varsovie) et de Karol Modzelewski (auteur, avec Kuron, de la "Lettre ouverte au POUP", rédigée en 1964 et aujourd'hui délégué du Comité de Solidarnosc de la faculté des sciences de Wrocław).

Les différentes contributions publiées par Inprecor depuis le début de la "crise polonaise" jusqu'à décembre 1980 (no 82 à 91) représentent l'équivalent d'un gros volume. Il est possible de l'obtenir pour le prix de 30 francs français (plus frais d'envoi), alors que l'achat au numéro s'élèverait à 100 francs français.

Pour se procurer cet instrument indispensable - qui présente le déroulement des événements, avance des perspectives et défend notre conception du socialisme plus longuement et plus complètement que les articles de "la Brèche" ne sauraient le faire - passez vos commandes et adressez vos chèques postaux ou bancaires à l'ordre de PEC, 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil (mention "Inprecor-Pologne").

LIBRAIRIE La Taupé



8 bis rue de la Tour, 1004 Lausanne
tél. : (021) 23 05 91
22 rue St-Léger, 1204 Genève
tél. : (022) 20 68 02

Quatrième Internationale



RONALD REAGAN & MICHAEL FOOT

Mozambique : l'engrenage néo-colonial

LES PREMIERS ENSEIGNEMENTS

DE LA REVOLUTION AU SALVADOR

Le colloque international sur Trotsky

PETR UHL : LE SOCIALISME EMPRISONNÉ

Mariategui et la révolution péruvienne

L'industrie nucléaire de la R.F.A.

TROTSKY : PERSPECTIVES ET TACHES EN ORIENT

Périodique trimestriel / 35^e année / 3^e série, n° 3
janvier-février-mars 1981

ABONNEMENTS : 1 AN, 4 NUMEROS

FRANCE

Ab. ordinaire 70 francs français

Ab. soutien 140 francs français

Chèques à l'ordre de :

P.E.C.

2, rue Richard Lenoir

93100 MONTREUIL

FRANCE

FRANCE

AUTRES PAYS

Ab. ordinaire 500 francs belges

Ab. soutien 1 000 francs belges

Par avion 600 francs belges

Mandats, virements, chèques pour le

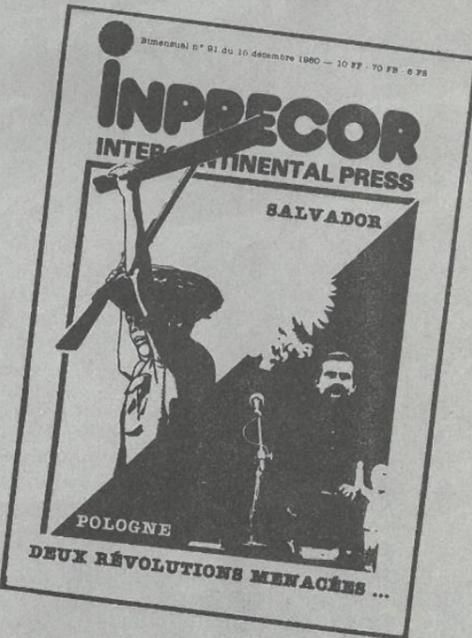
compte CGER n° 001-1020473-12 de

Quatrième Internationale

12, rue de la Buanderie

1000 BRUXELLES

BELGIQUE



ALLEZ-Y VOIR VOUS-MEMES!

LAUSANNE

Cinémathèque, aula de Béthusy
jusqu'au 27 fév. : rétrospective Jean-Luc Godard. Première partie du programme :
lu 12 janv., 19h. : A bout de souffle (1959), avec Jean Seberg, et J.-P. Belmondo - 21h. : Le petit soldat (1960), avec Anna Karina, Michel Subor.
me 14 janv., 19h. : Le petit soldat - 21h. : A bout de souffle.
ve 16 janv., 19h. : Une femme est une femme (1961), avec Anna Karina, J.-P. Belmondo - 21h. : Vivre sa vie (1962), avec Anna Karina.
lu 19 janv., 19h. : Vivre sa vie - 21h. : Une femme est une femme.
me 21 janv., 19h. : Les Carabiniers (1962-63), avec Marino Masé - 21h. : Masculin-Féminin (1966), avec J.-P. Léaud, Marlène Jobert.
ve 23 janv., 19h. : Masculin-Féminin - 21h. : Les Carabiniers.

lu 26 janv., 19h. : Le Mépris (1963), avec Brigitte Bardot, Fritz Lang, Jack Palance - 21h. : Alphaville (1965), avec Eddie Constantine, Anna Karina.
me 28 janv., 19h. : Alphaville - 21h. : Le Mépris.

Cinéma de la Grande Salle, CHEXBRES
la place : 5.- fr., AVS, ét., ap. enf. 4.-
ma 13, me 14 janv., 20h.30 : Coming home (Le retour) de Hal Ashby (1978).
ve 16, sa 17 janv., 20h.30 : Sans anesthésie, de A. Wajda (Pologne, 1979).
ma 20, me 21, 20h.30 : Lenny, de Bob Fosse (USA, 1974).
ma 27, me 28, 20h.30 : Morocco, de von Sternberg (1930) avec Marlène Dietrich.

Cinéma d'Oron, ORON-la-Ville
prix des places : 6.- et 7.- fr.
ve 16, sa 17 janv., 20h.30 : Le saut dans le vide, de M. Bellocchio (Italie, 1980).
ve 23, sa 24 janv., 20h.30 : Bienvenue Mr. Chance I, de Hal Ashby (USA, 1980).

Cabaret-Théâtre des Faux-Nez
jusqu'au me 14 janv. : Gilbert Lafaille.

GENÈVE

Salle communale de Plainpalais
du me 21 janv. au ve 6 fév. : Hamlet-Machine, de Heiner Müller, par le Théâtre de Carouge / Atelier de Genève, mise en scène : Hervé Loichemol.

Salle Simon Patifio, 26 av. de Miremont
du ma 20 au sa 24 janv. : Gardenal, tragédie musicale rock, par Aloïs Bricellet Production.

ve 16 janv., 20h.30 : Willem Breuker Kollektief. Formation hollandaise de dix musiciens, fondée par Willem Breuker, né dans un quartier populaire d'Amsterdam, autodidacte, qui, en 1966, avait créé un oratorio dédié à la lutte des ouvriers du bâtiment, inspiré des manifestations ouvrières durement réprimées de la même année à Amsterdam. Org. : AMR.
Géo Logik

MEETING NICARAGUA

mercredi 21 janvier,
20h.15
Salle des Vignerons,
Gare CFF, LAUSANNE
avec Mme Léa Guido,
ministre de la santé
du Nicaragua

org. : Comité Nicaragua/
El Salvador - Lausanne

EL SALVADOR

(suite de la première page)

Gutierrez celui de commandant en chef des forces armées pour que le même Carter annonce la reprise de l'aide militaire et économique à la junte, redevenue modérée et désireuse de réformes.

Voici cependant que nous parvenons des témoignages précis des exactions commises par la junte avec l'aide des Etats-Unis, révélant l'étendue de la répression déployée contre le peuple salvadorien. Certes, la presse bourgeoise relate régulièrement le nombre des victimes - 9 000 en 1980 - mais en les présentant comme l'oeuvre de la violence indiscriminée des "extrémistes", que la junte cherche à contenir tant bien que mal.

Or, en réalité, cette violence extrême est le fait des forces armées opérant avec les unités para-militaires d'extrême-droite. Sous prétexte de combattre la guérilla, la junte n'a pas hésité à semer la terreur et la mort dans les campagnes.

Le signal de départ de cette terreur a été le massacre de Sumpul. Le 14 mai 1980, quatorze camions de la Garde nationale arrivent vers 7 heures du matin dans les villages de San-Jacinto et La Arada près du Rio Sumpul qui délimite la frontière avec le Honduras. Le massacre durera six heures. Les habitants rassemblés le long de la rivière sont assassinés à la machette et à la mitraillette. Des paysans honduriens ramassent dans leurs filets de pêche les corps de petits enfants. Six cents habitants des deux villages périrent ainsi, au nom de la lutte contre le communisme et la guérilla.

Depuis, 20 000 habitants des campagnes se sont réfugiés au Honduras, dans des conditions déplorables. Terrés dans les montagnes, sans moyens de subsistance, terrorisés à l'idée d'être assassinés à quelques kilomètres de la frontière salvadorienne. En effet la Garde nationale salvadorienne pénètre régulièrement sur territoire hondurien pour chasser les réfugiés, brutalisant les paysans honduriens qui les reçoivent, menaçant de tout brûler et tuant parfois.

Un adolescent réfugié raconte : "La garde nationale est arrivée dans la matinée. Mon frère de douze ans et ses trois copains jouaient au football à l'entrée du village. Ils ont été mitraillés à bout portant, comme des bêtes". Une mère, dont les yeux gardent encore l'épouvante, a vu sa fille enceinte éventrée. "Ils lui ont arraché le foetus", dit-elle "puis ils lui ont tiré dessus avec la mitraillette."

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, les soldats qui commettent ces crimes ne sont ni ivres ni drogués. "Ils tuent froidement, méthodiquement", racontent des témoins "en accusant leurs victimes d'être de sales communistes." D'autres témoins arrivés du village de Puente de Sumpul, dans le Département de Chalatenango, rappellent l'assassinat de "los dos viejitos" - des deux vieux. Prévenus par leurs voisins que la garde nationale arrivait, ils ont préféré rester chez eux, croyant qu'ils seraient épargnés en raison de leur grand âge. Les soldats sont arrivés, leur ont tranché la tête qu'ils ont accrochée par les cheveux au faite de leur chaumière.

La liste des crimes de la Garde nationale est interminable. Si ses soldats agissent en uniforme, il n'en va pas de même pour les commandos de l'organisation militaire d'extrême-droite, ORDEN, qui préfèrent opérer la nuit. Une fois leurs crimes accomplis, ils pillent les maisons en entassant maïs, manioc, poules et produits de tout genre dans leurs voitures qui repartent pour une nouvelle destination.

Voilà le résumé des témoignages qu'un journaliste du "Monde Diplomatique" (janvier 1981) a pu recueillir dans les régions les plus reculées du pays. Il n'y a aucune raison de douter de leur véracité, tant les concordances avec d'autres témoignages, notamment en provenance des Eglises salvadoriennes, sont évidentes.

Les Etats-Unis, qui ont accordé une aide militaire de 5,9 millions de dollars pour la seule année 1980, augmentent leur présence militaire sur place, tout en préparant des projets d'intervention plus importants. Des conseillers militaires américains ayant servi durant la guerre du Vietnam, prêtent leur concours à la Garde nationale. Et l'on pourrait continuer cette énumération.

La conclusion est claire : au Salvador, la répression prend des allures de génocide. L'impérialisme américain et ses alliés locaux en sont les principaux artisans. Par tous les moyens cette vérité doit être largement propagée. Afin de renforcer le mouvement de solidarité et pour empêcher que l'oeuvre des bourreaux du peuple salvadorien ne reste impunie.

André Meylan

"Etre solidaires" : le Conseil fédéral manoeuvre,

Répondons - lui massivement et dans l'unité!

Après des mois d'attente et d'incertitudes, le Conseil fédéral a décidé le 15 décembre dernier de fixer le scrutin fédéral concernant l'initiative "Etre solidaires" au 5 avril déjà. Tout au long du débat parlementaire sur la nouvelle loi sur les étrangers et sur "Etre solidaires", Kurt Furgler avait assuré que cette initiative ne serait pas votée avant l'adoption finale de cette nouvelle loi.

Le Conseil fédéral en a décidé autrement. Le peuple sera appelé à voter "Etre solidaires" avant que les Chambres fédérales se soient mises d'accord sur le contenu définitif de la nouvelle loi. C'est exactement ce que la droite réactionnaire, exprimant la volonté du petit patronat retardataire et de la bourgeoisie des régions de montagne, réclamait depuis des mois.

Leur calcul

Le calcul du Conseil fédéral et de la droite réactionnaire est limpide : ils pensent que cette initiative sera refusée. Les Chambres fédérales seront alors libérées des pressions des milieux favorables à une réelle amélioration des droits des immigrés. Rien ne les empêchera alors de revenir tranquillement en arrière par rapport aux améliorations, décidées en automne passé par le Conseil national, de la nouvelle loi sur les étrangers. Pour justifier ce recul, ils invoqueront la "vox populi", apparemment pas favorable aux améliorations du statut des immigrés et ils affirmeront que leur souci est d'éviter que l'Action nationale et la droite réactionnaire ne lancent le référendum contre la nouvelle loi en utilisant cette occasion pour raviver la xénophobie dans la population suisse.

Les autorités fédérales doivent avoir constaté par ailleurs avec inquiétude que cette initiative a acquis depuis quelques mois un écho croissant dans la gauche politique et dans les milieux syndicaux. La dernière démonstration de cette évolution a été fournie par le Congrès du PSS du 30 novembre dernier, qui a décidé de soutenir officiellement "Etre solidaires" et d'adhérer comme membre à la Communauté de travail du même nom. En fixant la date de votation dans un délai exceptionnellement court - 3 mois et demi seulement -, le Conseil fédéral espère très probablement pouvoir éviter que ce mouvement en faveur de l'unité entre travailleurs suisses et immigrés ne s'approfondisse.

Notre réponse

Les deux motifs de la décision fédérale du 15 décembre montrent qu'il s'agit d'une nouvelle provocation bourgeoise à l'égard du mouvement ouvrier suisse : la droite veut avoir une loi sur les étrangers qui paralyse la classe ouvrière et elle compte ouvertement sur la faiblesse du mouvement ouvrier pour imposer sa solution.

Nous tirons de cette situation les conclusions suivantes :

a) Il faut tout faire pour obtenir le meilleur score possible le 5 avril prochain. Le premier trimestre 1981 doit être placé sous le signe de la mobilisation des tra-

vailleurs pour l'unité entre Suisses et immigrés. Le résultat de cette votation n'est nullement assuré. Un score médiocre ou mauvais gênerait très probablement pour des années toute possibilité de re-

la nouvelle loi fédérale sur les étrangers face à "Etre solidaires". Personne ne connaît le contenu définitif de cette loi.

Le peuple suisse doit choisir entre l'abolition du statut de sai-



lance sérieuse de la lutte pour l'égalité des droits entre Suisses et immigrés. Un score favorable par contre permettra de poursuivre la lutte dans des délais rapprochés et sur des objectifs politiques centraux. Un tel résultat pourrait également restreindre la portée réactionnaire d'un référendum de droite contre la nouvelle loi.

b) Dans cette optique, il faut tout faire pour permettre au mouvement ouvrier suisse de répondre à la manoeuvre fédérale de l'avancement de la date de la votation avec force et dans l'unité. Une telle démonstration d'unité sera le meilleur argument pour vaincre les sentiments xénophobes de la base ouvrière suisse. "Etre solidaires" doit prendre des initiatives dans ce sens !

c) En ce qui concerne le contenu du débat à venir, il faut être clair dès le départ : compte tenu de l'échéance imposée par le Conseil fédéral, il faut refuser que quiconque invoque les améliorations décidées en automne passé par le Conseil national pour vanter

sonnier et une politique de respect des travailleurs immigrés préconisées par "Etre solidaires" d'une part et la politique discriminatoire des autorités fédérales d'autre part, telle qu'elle ressort de la législation actuellement en vigueur et du projet de nouvelle loi présenté en juin 1978 par le Conseil fédéral, qui tous deux préconisent le maintien quasi intégral des dispositions actuelles concernant les saisonniers.

d) Par ailleurs, il faut clairement montrer, dès à présent, que la votation de l'initiative, aussi importante soit-elle, ne constitue qu'une étape d'une bataille qui se poursuivra au-delà de cette échéance et dont l'objectif est l'intégration à part entière des travailleurs immigrés dans un mouvement ouvrier devenu combatif, unitaire et libéré des divisions que la Confédération fait régner à travers une législation qui prive les travailleurs immigrés d'une partie importante des droits acquis par la classe ouvrière suisse.

Faucher

Confusion à propos du contre-projet

L'initiative "pour l'égalité des droits entre l'homme et la femme" a avancé de bonnes propositions, qui permettaient de s'en prendre à la discrimination des femmes. La manoeuvre du contre-projet du Conseil fédéral et de la majorité bourgeoise du parlement a forcé les initiatrices à retirer l'initiative. Ce qui provoqua les déclarations les plus contradictoires dans le camp des adversaires de la discrimination :

* Les initiatrices ont remercié en particulier le Conseiller fédéral Furgler pour son attitude intranquillante face aux tentatives d'affaiblissement du contre-projet !

* Dans quelques journaux syndicaux, on a déjà parlé de "victoire" contre les discriminations.

* A l'inverse, dans les milieux du nouveau mouvement des femmes, la colère et la perplexité règnent. Colère devant le chantage qui entraîna le retrait de l'initiative, perplexité quant au contenu du contre-projet. Dans l'OFRA (Organisation pour la cause de la femme) et d'autres groupes de femmes, l'idée de dire "non" au contre-projet lors de la votation populaire, ou de la boycotter, pour protester contre la manoeuvre des autorités, a été lancée.

La position à l'égard du contre-projet est donc confuse. Pour clarifier la situation, il faut donc admettre, même en grinçant des dents, que l'initiative est bien morte, et examiner le texte qui sera soumis au vote en juin. Apporte-t-il fondamentalement quelque chose de positif ? Quelle sera la confrontation qu'il déclenchera ?

Qu'est-ce qui sera voté ?

Le contre-projet est le suivant : "L'homme et la femme sont égaux en droits. La loi pourvoit à l'égalité en particulier dans les domaines de la famille, de l'instruction et du travail. Les hommes et les femmes ont droit à un salaire égal pour un travail de valeur égale."

Pour la première fois, un texte soumis au vote populaire prévoit une inscription générale de l'égalité des droits. Bien sûr, il ne s'agit que d'un texte et les lois d'application restent encore à faire.

Le projet contient comme deuxième point la revendication d'un salaire égal pour un travail de valeur égale. Cette exigence est déjà bien plus tangible. Son acceptation permettrait à certaines femmes d'entreprendre immédiatement des démarches juridiques contre une discrimination salariale. La question de l'interprétation de la notion de "travail de valeur égale" et celle de la possibilité de demander des indemnités rétroactives sont toutefois encore ouvertes.

Déjà sur la base du contenu du projet une position clairement positive doit être prise : il ne contient rien qui représente une détérioration de la situation actuelle. Au contraire, il comprend le principe de l'égalité des droits, auquel nous ne pouvons nous opposer, même s'il ne s'agit que d'un principe. Et enfin, l'article sur l'égalité salariale implique un progrès réel, pour autant que le mouvement syndical et celui des femmes sachent utiliser cette possibilité de plainte juridique.

Evidemment, l'acceptation du projet ne représente qu'un tout petit pas en avant; mais ce n'est pas une raison de ne pas dire "oui". Car il n'existe pas, dans la votation, de solution de rechange plus avancée.

Quelle sera la confrontation avant la votation ?

Comme le contenu et le titre du projet l'indiquent, la confrontation avant la votation va se dérou-

L'initiative "pour l'égalité des droits entre l'homme et la femme", lancée par diverses organisations féminines lors de l'Année de la femme, a connu le sort de nombreuses autres initiatives dans "notre" démocratie : le Conseil fédéral et le parlement lui ont opposé un contre-projet qui reprend son contenu dans une forme affaiblie. Placées devant le choix soit de prendre le risque d'une double défaite de l'initiative et du contre-projet¹⁾, soit de retirer l'initiative au profit du contre-projet, les initiatrices ont opté pour la deuxième variante. L'initiative, qui aurait apporté une amélioration légale effective de la situation de la femme, n'existe donc plus. Devons-nous, par déception, préparer le même sort au contre-projet et laisser le devant de la scène aux seuls adversaires acharnés de la femme ? Nous ne le croyons pas. Un engagement en faveur du contre-projet, qui est certes bien timide, est nécessaire et utile.

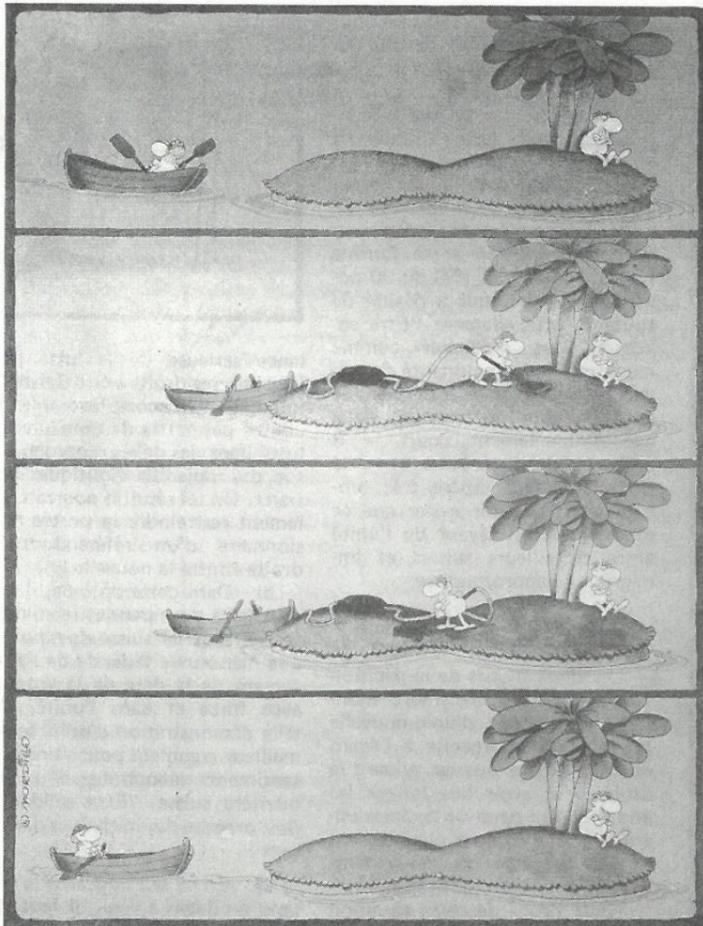
Initiative "Droits égaux" :

Pourquoi se battre pour le contre-projet ?

ler sur le thème "pour ou contre l'égalité des droits". Il n'y a aucune illusion à se faire : il y aura suffisamment d'adversaires du projet qui le refuseront au nom de conceptions idéologiques : parce que pour eux ce contre-projet cherche à saper notre famille, parce qu'il mène tout droit à l'égalitarisme, parce qu'il

existe des différences biologiques, etc. Tous ces arguments ont déjà été évoqués au Conseil national et au Conseil des Etats par les adversaires de toute égalité des droits.

Mais le point d'achoppement le plus important sera certainement celui de l'égalité salariale. Les patrons ont déjà ouvertement fait



NOUS N'AVONS RIEN CONTRE LE PRINCIPE DE L'ÉGALITÉ,

POUR AUTANT QU'IL NE REMETTE PAS EN QUESTION LA LIBERTÉ DE MAINTENIR LES INÉGALITÉS



connaître leur opposition. Leurs représentants parlementaires ont tenté de diluer au maximum le contre-projet, avec des arguments qu'ils ressortiront dans leur campagne pour le "non" : "Qu'est-ce que ça veut dire 'travail de valeur égale' ? La tâche des juges sera excessive. Les salaires des hommes devront être réduits ou alors il faudra engager toujours moins de femmes. Les femmes ont plus de congés au travail", etc.

Cette campagne trouvera l'appui de quelques partis bourgeois cantonaux et les partis bourgeois nationaux ne vont certainement pas s'engager à mort pour le "oui" — bien qu'ils aient voté le contre-projet.

Compte tenu des adversaires de l'égalité des droits, il nous semble encore plus évident et nécessaire de nous prononcer pour le oui. Et pas simplement pour un oui du bout des lèvres lors de la votation. Mais bien pour une campagne massive mettant en lumière toutes les discriminations des femmes. Un résultat négatif de la votation représenterait une grande défaite pour les femmes, une victoire de l'idéologie sexiste et une victoire des intérêts patronaux. Il est tout à fait irréaliste de croire qu'une majorité de "non" pourrait être comprise comme une protestation contre la manoeuvre de chantage au contre-projet.

Quelle campagne mener ?

Vu l'importance et les arguments des adversaires, une large campagne pour l'égalité des droits et pour le salaire égal doit être développée. Cela concerne au premier chef les militant(e)s du mouvement ouvrier et du mouvement des femmes. Car lorsqu'il en va du salaire égal, des discriminations à sa place de travail, dans les assurances, etc., il y a peu à attendre des femmes des partis bourgeois. Ce ne sont pas elles qui avanceront des réponses claires aux arguments patronaux. Il n'y a pas non plus beaucoup à attendre du comité officiel pour le oui, le "In", qui s'est entouré d'une série de personnalités bourgeoises renommées et comprend de nombreuses adversaires déclarées de l'initiative pour l'égalité des droits.

A ce propos, il est donc nécessaire d'activer les syndicats, les partis de gauche, les groupes de femmes, afin de condamner les discriminations dans les domaines les plus différents et de montrer comment elles peuvent être combattues : par des modifications dans les conventions collectives, dans les relations familiales, dans l'éducation et la formation et y compris par des améliorations constitutionnelles et légales.

Des éléments d'une telle campagne existent déjà : en janvier, une rencontre de l'Union syndicale suisse sera consacrée à ce thème. Il est prévu de tenir au printemps une réunion nationale publique, où spécialistes et femmes concernées témoigneront des discriminations. Et dans plusieurs villes, des représentant(e)s des syndicats, des partis de gauche et du mouvement femmes se

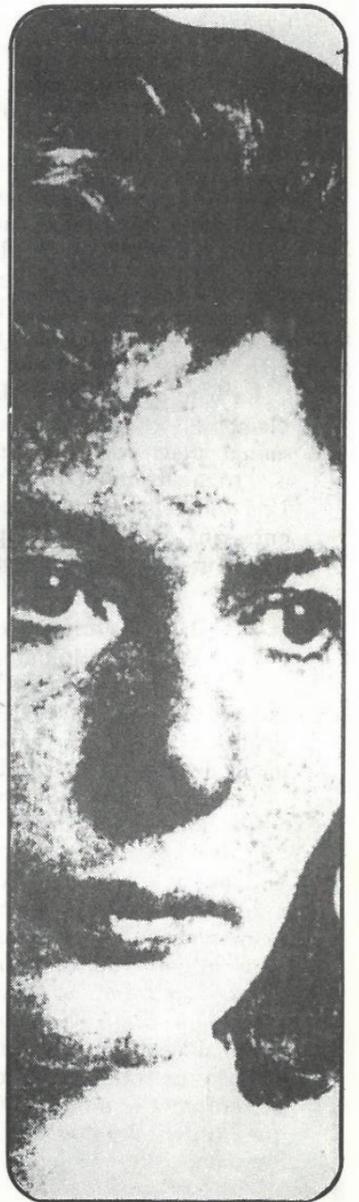
sont déjà réuni(e)s pour mener des actions publiques. Toutes ces activités doivent aussi viser à ce que les grands syndicats et les grands partis ouvriers fassent réellement quelque chose en faveur du projet et n'abandonnent pas simplement cette responsabilité à leurs groupes féminins respectifs.

Il est presque superflu de dire, pour terminer, que l'acceptation du projet ne créera pas à elle seule des miracles. Et que, par exemple en ce qui concerne l'égalité des salaires, une dure lutte devant les tribunaux, combinée avec un travail d'information publique, avec des mobilisations et des batailles lors du renouvellement des conventions collectives sera absolument nécessaire. Les forces rassemblées durant la campagne pour le oui pourront contribuer à cette lutte.

Mike

1) Le parlement peut présenter une initiative au vote avec une recommandation favorable ou défavorable. Dans le deuxième cas, il a la possibilité d'opposer à l'initiative un contre-projet, qui reprend, sous une forme différente (généralement affaiblie ou même démagogique) la revendication de l'initiative. Lors de la votation populaire, les citoyens et citoyennes doivent se prononcer par oui ou non sur l'initiative — pour autant qu'elle ne soit pas retirée — et sur le contre-projet; mais ils ne peuvent mettre dans l'urne qu'un seul oui. Les partisans d'une réforme se scindent donc en partisans de l'initiative et en partisans du contre-projet, qui, chacun, doivent cependant, pour être acceptés, recueillir plus de 50% des voix (et la majorité des cantons pour les initiatives). Théoriquement, il est donc possible que 98% des citoyens et des citoyennes demandent une réforme, 49% pour l'initiative et 49% pour le contre-projet; ce qui n'empêcherait pas l'initiative et le contre-projet d'être rejetés. Le statu quo, défendu uniquement par 2% des votants subsisterait.

Cet exemple est extrême, mais il montre clairement qu'avec le système du contre-projet une minorité conservatrice peut imposer sa loi à une majorité — ce qui fut déjà souvent le cas, en toute démocratie, bien sûr !



"Nous étions bien cinquante à vouloir être employées de commerce. Six mois après, les cinquante n'étaient en fait que vingt-quatre. Par contre les dix-sept qui voulaient être vendeuses se sont retrouvées effectivement trente-quatre. Plus toutes les autres, dans les écoles privées, dans des boulots pratiques, sans formation officielle. Et celles qui sont parties un moment en Suisse allemande ou en Angleterre." Qui aurait pu dire cela ? Par exemple l'une des élèves des écoles primaires lausannoises interrogées en 1979 lors d'une enquête en deux temps, avant l'entrée en apprentissage et six mois après (dont sont tirés ces chiffres). Et en quelques mots, cette fille aurait résumé l'essentiel des discriminations subies par les femmes dans la formation professionnelle : d'abord choix d'un métier considéré comme "féminin", puis, à l'intérieur de ceux-ci, lorsque l'on sort de primaire, l'acceptation des moins bien protégés, des moins bien qualifiés et payés. Enfin, dernier recours pour celles qui veulent vraiment quelque chose qui leur tienne lieu de formation : les écoles privées, les formations non-officielles, dont nous traiterons dans un prochain article.

Formation professionnelle vaudoise :

LES FEMMES DANS L'IMPASSE (1)



"Viens te mettre à côté de moi sur le banc devant la maison, femme, c'est bien ton droit; il va y avoir quarante ans qu'on est ensemble (...) tu as bien mérité, vois-tu, un petit moment de repos." Texte de Charles-Ferdinand Ramuz servant d'introduction au très officiel "Livret de famille" vaudois.

La filière

Cette mécanique de formation d'une main-d'œuvre malléable, généralement peu ou moins formée que les hommes (et surtout formée dès le départ dans d'autres métiers), moins bien payée, peu sinon pas du tout syndicalisée, exécutant des travaux subalternes et répétitifs, se met en place relativement tôt.

Ainsi l'école vaudoise ne contribue pas seulement à reproduire les classes sociales; à l'intérieur de celles-ci, et en particulier dans la classe ouvrière, elle reproduit les divisions (entre filles et garçons, suisses et immigrés, etc.) qui plus tard seront si profitables au patronat. Il y a quelques années encore, pendant que les gamins s'approprièrent les secrets de la table de multiplication, les gamines faisaient de la couture (2 à 4 heures par semaine). Rien d'étonnant donc si de braves parents en viennent à considérer que leur fille est "naturellement" peu douée pour les mathématiques et l'orientent vers une profession où le "sens du dévouement" remplacera l'absence de maîtrise technique. De toute façon, comme les filles semblent avoir un esprit un peu plus "scolaire" que celui des garçons, l'Etat de Vaud institue gracieusement un barrage supplémentaire à l'entrée des filles au collège secondaire. Le résultat en est que si, pour rentrer dans cette école, un garçon doit faire par exemple 36 points, une fille devra en totaliser 38. Et comme il devient de plus en plus difficile d'effectuer des apprentissages qualifiés, souvent plus scolarisés, sans sortir du collège, cette sélection aura évidemment des conséquences directes sur le choix professionnel des filles.

Enfin, pour définitivement décourager toutes les malheureuses qui s'obstineraient à préférer, à l'école primaire, les travaux manuels à la cuisson de macarons bien gluants, les classes d'orientation professionnelle s'adressent quasi exclusivement aux garçons (en 1976/77 : 122 garçons, aucune fille), alors que les classes ménagères ne regroupaient que des filles (à la même époque : 165 filles, pas de garçons) 1).

Les filles coincées

Grâce à divers recoupements consolidés par certaines informations officieuses (l'Etat de Vaud ne semble pas très fier de ces données-là), il nous a été possible de représenter, à quelques pourcents près, les résultats du tri ainsi opéré. Si l'on prend pour l'année 1978, l'ensemble des élèves sortant des classes de développement, classes primaires et classes primaires supérieures, on constate que par rapport aux garçons, les filles constituent l'écrasante majorité (environ 90 o/o) des stages "linguistiques" — le bas peuple, qui comme on le sait ne respecte rien, appelle cela "aller faire la boniche" —; de même ce sont elles qui font surtout (aussi à 90 o/o environ) des formations non-officielles par

contrat privé (assistantes dentaires, aides médicales, "demoiselles" des PTT et des CFF, etc.). Quant aux écoles professionnelles privées — dont l'existence est à elle seule un scandale sur lequel nous reviendrons — qui ne sont pas reconnues par l'Office fédéral de l'industrie et des arts et métiers (OFIAMT), leurs élèves sont à 80 o/o des filles.

Restent celles qui ont pu conclure un contrat d'apprentissage menant à un certificat fédéral de capacité (CFC) et qui représentaient au 31 décembre 1979, le 35,2 o/o de l'effectif des apprentis. Malgré leur situation "privilégiée", elles n'en subissent pas moins une discrimination professionnelle, peut-être moins grossière, mais tout aussi réelle.

Les apprentissages reconnus

En 1979, 3 348 garçons (soit le 41,5 o/o du total des apprentis) effectuaient un apprentissage dans le secteur des métaux, machines et électricité, contre... 4 filles (soit le 0,09 o/o du total des apprenties !); on trouvait 918 apprenties (21 o/o du total) dans la vente, contre 265 apprentis (3,29 o/o) ! Question naïve : dans laquelle de ces deux branches trouve-t-on le temps

de travail le plus long, les salaires les plus bas, la présence syndicale la plus faible et des conventions collectives largement insuffisantes, sinon inexistantes ?

Et même l'apprentissage qui pourrait passer pour le fin du fin en matière de droits égaux, l'apprentissage de commerce (en 1979 : 1 973 filles / 45 o/o des apprenties; 808 garçons / 10,2 o/o des apprentis) connaît lui aussi un régime discriminatoire. Car il comporte deux sections, celle du secrétariat (S) et celle de la gestion (G). Selon le dossier mis à disposition des orienteurs professionnels, la section S comprend : la prise en sténo et dactylographie, la rédaction d'un procès-verbal, les travaux de dactylographie, la tenue de l'agenda du chef, etc., tout cela sous les ordres et la direction du "chef". Par contre, la section G — qui comporte un cours d'informatique en option — englobe les travaux de comptabilité, calcul et statistique, les tâches liées au fonctionnement et à la gestion d'entreprise, sans qu'on mentionne un "chef" quelconque. Vous aurez compris que les 2/3 des apprenties se trouvent en section S et qu'à l'inverse on n'y trouve qu'exceptionnellement des garçons. C'est cette réalité que traduisent cyniquement les "Fiches professionnelles romandes"



traitant des employés de commerce G et S et qui publient quatre photos, dont deux pour les filles, deux pour les garçons. Sous les deux premières on trouve les légendes suivantes "travail méthodique" et "charme et efficacité". Sous les secondes "sens de l'organisation" et "esprit d'analyse".

A l'autre bout de l'échelle, la palme de la discrimination revient sans contestation à l'apprentissage d'employée de maison, exclusivement féminin, qui venait au troisième rang des apprentissages suivis par des filles en 1979 (374 apprenties, 8,5 o/o du total des filles) et au deuxième rang des apprenties de première année. La fiche signalétique de cette "formation" parle d'elle-même : durée : 1 an; salaire : 130 francs par mois le premier semestre, 200 francs le second (nourrie et logée). Salaire après la formation : ??? (à part les cas rares de travail dans un ménage collectif). Débouché professionnel : ??? (ou un mari, faute de mieux). Syndicat : néant. Intérêt de la formation : voir rubrique précédente.

Cette formation que beaucoup de filles suivent comme une solution d'attente avant d'autres formations (professions paramédicales) et qui permet aux statistiques officielles de camoufler le manque de places d'apprentissage, comprend tout ce qui touche à la "bonne tenue d'un ménage" (réserves de guerre y compris ?). Par exemple, l'"économie domestique" où l'apprentie "met de l'ordre, nettoie, entretient la cuisine, les chambres et autres locaux. Lave, repasse, entretient le linge, nettoie les chaussures". Bref un métier passionnant, où les tâches intéressantes ne manquent pas et où les conditions de travail sont à l'avant-garde du progrès social.

Entre ces deux "extrêmes", qui sont aussi les apprentissages féminins les plus fréquents, on retrouve les mêmes traits généraux dans les autres formations professionnelles choisies par des filles (dans l'ordre : vendeuse et libraire, employée de commerce-gestion, coiffeuse, employée de bureau, aide en pharmacie, etc.):

* Les filles font en général des apprentissages plus courts que les garçons (elles représentent le 45 o/o des élèves débutant en première année, mais plus que le 7 o/o en quatrième année). La durée de la formation moyenne est d'un peu plus de 3 ans pour les hommes et d'un peu plus de 2 ans et demi pour les femmes. Ce qui s'explique : les apprentissages de la mécanique durent généralement 4 ans, alors que les vendeuses et les employées de bureau ne font que 2 ans.

* Les formations ainsi obtenues concernent en général des fonctions subalternes, d'exécutantes, inférieures hiérarchiquement à celles des hommes, souvent d'un intérêt moindre. Et évidemment moins bien payées.

* Les limites imposées à la formation des filles les empêchent bien souvent d'aller chercher une place d'apprentissage en dehors des métiers dits "féminins". Sans place d'apprentissage, une fille recourra au "stage linguistique", aux écoles privées plutôt que de tenter sa chance dans d'autres branches, où la mauvaise volonté patronale la découragera rapidement.

Les obstacles ainsi placés devant une formation professionnelle réellement égalitaire n'ont rien de "naturel", nous espérons l'avoir suffisamment démontré. Ils proviennent pour l'essentiel de ce que la formation professionnelle reste aux mains des patrons, dont le souci principal est de disposer d'une main-d'œuvre profitable et non pas de donner une formation d'avenir. Que la seule fille du canton devenue menuisier-ébéniste n'ait pu le faire que grâce à l'Ecole des métiers montre bien en quoi des ateliers publics d'apprentissage pourraient contribuer à lutter contre l'inégalité entre hommes et femmes dans la formation professionnelle.

Catherine Carel — Eric Peter

1) Les différentes réformatrices de l'Ecole vaudoise semblent avoir supprimé les aspects les plus grossiers de cette ségrégation.

Cet article comme celui qui sera consacré à la formation privée, non-officielle, a été établi à partir de la documentation rassemblée par la section lausannoise du Parti socialiste ouvrier (PSO, ex-LMR).



Les deux articles sur la situation de la conjoncture capitaliste ci-dessous ont été publiés dans notre organe en langue allemande "Bresche" début novembre. Les prévisions officielles, parues depuis lors, de la Commission de recherches économiques et de l'OCDE corroborent l'essentiel de l'analyse : jusqu'en 1981 la Suisse connaîtra une haute conjoncture et un marché du travail tendu. Au niveau mondial, l'incertitude du développement est confirmée, l'hypothèse la plus probable étant celle d'un retournement de la récession entamée en 1980 en une stabilisation ou une très légère croissance, accompagnée cependant d'un développement du chômage, qui passera, dans les pays de l'OCDE de 23 à 25,5 millions de chômeurs.

Remarquons que le rapport du 5 décembre de la Commission de recherches économiques mentionne et souligne une nouvelle fois une "pénurie aiguë de main-d'œuvre qualifiée" en Suisse et "que les exigences requises pour un emploi ne correspondent très souvent pas à la formation professionnelle et aux qualifications des personnes en quête d'une nouvelle occupation". C'est constater officiellement que la formation professionnelle dirigée par l'économie privée n'est pas en situation de répondre aux modifications professionnelles causées par son propre développement économique, ce qui confirme, si besoin était, la nécessité d'ateliers publics de formation.

Perspectives économiques :

LES GRANDES CRISES SONT ENCORE DEVANT NOUS

Production industrielle en hausse, plein emploi et manque de force de travail caractérisent actuellement l'économie capitaliste suisse. La croissance économique réelle de 2,2 o/o en 1979 devrait être dépassée en 1980. Généralement, les carnets de commandes étant remplis, on prévoit un maintien de la haute conjoncture durant quelque temps. Mais lorsqu'il s'agit de se prononcer sur toute l'année 1981 et pour après, l'incertitude devient la règle. Alors que la Haute École économique de Saint-Gall prévoit encore pour 1981 une croissance de 2 o/o, les prévisions de l'Institut de recherche économique de l'École polytechnique fédérale parlent d'un léger recul avec un chômage d'environ 1 o/o des personnes actives, correspondant environ à 30 000 chômeurs.

Les hésitations de ces prévisions économiques tiennent en partie au sous-développement des statistiques économiques en Suisse (qui n'est que l'expression de la répugnance des patrons à fournir les données nécessaires). Ainsi, l'Office fédéral de statistique dut apporter durant l'année 1980 d'importantes corrections au résultat de la comptabilité nationale pour 1979, ce qui évidemment rendit les prévisions ci-dessus encore plus douteuses. La nouvelle loi sur l'observation de la conjoncture et l'exécution des enquêtes devrait améliorer un peu cette situation.

La grande inconnue reste cependant l'évolution de l'économie mondiale capitaliste. Les optimistes bourgeois (et avec eux Beat Kappeler, l'économiste de l'Union syndicale suisse/USS) croient que le recul de la conjoncture aux Etats-Unis a déjà été largement dépassé, bien que la forte diminution de 9,7 o/o du Produit national brut du 2ème trimestre n'ait été que faiblement corrigée dans le 3ème trimestre. En République fédérale allemande, "l'économie", c'est-à-dire le patronat, prévoit pour 1981 une stagnation plutôt qu'une récession, les investissements devant rester à un haut niveau.

DES TENDANCES RÉCESSIVES

Mais l'issue peut être différente. Vu le taux d'inflation aux Etats-Unis, qui dépasse encore les 10 o/o, et le taux d'intérêt, remonté ces derniers temps autour des 14 o/o, de nombreux experts économiques prévoient plutôt un maintien de la crise qu'une reprise réelle. Ce qui aurait évidemment des conséquences pour l'Europe : durant le premier semestre 1980, les exportations américaines vers l'Europe ont connu une croissance énorme de 43 o/o, alors que le flux de marchandises dans l'autre sens n'augmentait que de 17 o/o. Un maintien de la crise aux Etats-Unis entraînerait un redoublement de cette offensive exportatrice des capitalistes US vers l'Europe occidentale. Le haut taux d'intérêt aux Etats-Unis oblige en outre les Etats européens occidentaux à maintenir de leur côté un taux d'intérêt également élevé, ce qui nourrit les tendances récessives. Sans cela, trop d'avares liquides, de capitaux, prendraient le chemin des Etats-Unis, ce qui augmenterait dans des proportions insupportables les grands déficits des balances des paiements des Etats de l'Europe de l'Ouest. (A elle seule, la République fédérale allemande accusait un déficit de 30 milliards en 1980, après avoir toujours eu des soldes fortement excédentaires; et elle pompe des milliards auprès des pays pétroliers pour boucher ce trou.) La France, la Grande-Bretagne et l'Italie, avec leur taux d'inflation oscillant entre plus de 10 o/o et plus de 20 o/o, doivent pour leur part contenir le flux de crédits et d'argent dans certaines limites. Tout cela peut déboucher sur une récession économique importante en Europe de l'Ouest. Et la Suisse n'en sortirait pas indemne.

UNE POSITION CONCURRENTIELLE FAVORABLE POUR LES CAPITALISTES SUISSES

Par rapport à l'époque de la surévaluation du franc suisse (1978), la position des patrons suisses dans la concurrence mondiale s'est massivement améliorée. L'inflation la plus basse du monde (moins de 4 o/o contre 7,3 o/o en RFA) se combine avec un taux de change du franc suisse, qui n'est plus du tout surévalué, peut-être même "trop bas" vis-à-vis d'autres pays. Un bas loyer de l'argent (faible taux d'intérêt pour les crédits), des coûts sociaux relativement faibles et un temps de travail comparativement long (ce qui entraîne une meilleure rentabilité des investissements en moyens de production) développent aussi cette capacité de concurrence, comme du reste l'accroissement massif de la productivité et de l'intensité du travail, sans augmentation correspondante des salaires réels.

Tous ces éléments ont permis aux capitalistes suisses d'utiliser au maximum leur capacité de production (à 87 o/o; une utilisation à 86 o/o passe pour un plein rendement), de relever leurs profits au niveau de la haute conjoncture et, dans la majorité des entreprises et des branches, de reconstituer leurs réserves.

La même chose vaut pour les petites entreprises des arts et métiers. Dans une entrevue avec la presse, le directeur de l'USAM (Union suisse des arts et métiers) Otto Fischer, bientôt à la retraite, déclarait que "jamais les arts et métiers ne s'étaient si bien portés".

LES CONSÉQUENCES POUR LES SYNDICATS

Il y a quelque temps, nous avons déjà signalé que cette conjoncture favorable devait être utilisée par les salariés pour améliorer leur situation. Dans le service de presse de l'USS, Beat Kappeler explique pour sa part que les syndicats devraient, pour fixer leurs revendications, partir de la haute conjoncture actuelle et non pas se baser sur de "vagues craintes pour 1981", qu'il juge, de manière très optimiste, infondées. Sa conclusion : "Dans notre économie suisse, nous, les travailleurs et employés, avons obtenu cette année une marge de manœuvre plus grande pour des salaires équitables, pour davantage de vacances et de loisirs et pour des revendications concernant la qualité de l'emploi". C'est juste et faux en même temps, et donc très dangereux.

Il est naturellement correct de dire que nous pouvons et devons maintenant faire passer des revendications. Mais il est faux de lier ces revendications à la conjoncture capitaliste et de faire comme si "notre économie" était vraiment la nôtre et non pas celle des capitalistes. Qu'est-ce que des "salaires équitables" dans ce système injuste ? Des salaires qui permettent aussi en plus de "justes" bénéfices ? Devrions-nous renoncer à nos salaires "équitables" lorsque le désordre économique capitaliste sera entré dans une nouvelle crise ?

Il nous semble aussi dangereux de minimiser le danger tout à fait réel d'une nouvelle croissance du chômage, qui menace non seulement à cause d'une prochaine crise, mais aussi à cause des nouvelles technologies. Naturellement, nous sommes pour des salaires plus élevés, pour davantage de vacances et de loisirs et pour des emplois plus intéressants, avec moins de stress. Mais il nous semble tout aussi important, si ce n'est plus, de faire passer aujourd'hui des revendications fondamentales qui nous protègent aujourd'hui contre les pressions sur les salaires, le chômage et la déqualification provoqués par une crise ou une révolution technologique : Pas de contrat sans indexation automati-

que des salaires au renchérissement ! Protection contre les licenciements au niveau légal et dans l'entreprise ! Possibilité de recyclage dans les entreprises et par des ateliers publics de formation ! Pour une assurance-chômage qui ne puisse pas, comme le projet actuel, faire pression sur les salaires !

Le Syndicat du Livre et du Papier, qui a déjà eu à connaître les effets douloureux d'une révolution technologique, s'est défendu avec raison en avançant des revendications qui permettent d'y répondre (protection contre les licenciements, recyclage, intégration de tous les travailleurs dans le contrat collectif). Son exemple doit être suivi.

LES GRANDES CRISES SONT ENCORE DEVANT NOUS

Jusqu'à maintenant nous nous sommes surtout préoccupés des perspectives immédiates de l'économie capitaliste. Mais qu'en est-il à long terme ?

L'énorme incertitude des professionnels de l'étude conjoncturelle prospective est significative. Il y a une quinzaine d'années encore, les professeurs, instituts de prospectives et autres prophètes faisaient une surenchère de pronostics à long terme, basés sur une croissance économique harmonieuse et inépuisable, allant jusqu'en l'an 2000 et au-delà. Seuls quelques marxistes commençaient à parler d'une crise à venir et se faisaient traiter alors d'incurables dogmatiques. Aujourd'hui, pas un seul institut de recherche économique n'ose faire des prévisions chiffrées sur plus d'un ou deux ans, tout en les farcisant de "mais" et de "si". Un de ces "si" concerne le danger souvent cité d'une insolvabilité d'un grand créancier, par exemple d'un grand pays sous-développé, qui pourrait déclencher une réaction en chaîne de faillites bancaires, entraînant ainsi une grande crise. Le même risque est attribué à une pénurie de pétrole ou à une nouvelle poussée des prix pétroliers.

L'ÉCONOMIE DE PROFIT RESTE INCONTRÔLABLE

Ces deux craintes, tout à fait fondées, montrent que l'économie capitaliste — malgré une "orientation économique globale" fréquente de l'Etat — réagit fondamentalement de manière incontrôlée. Lorsque l'Union soviétique, avec son économie planifiée, collectivisée et orientée sur les besoins et non pas sur le profit, doit payer quatre fois plus cher le gaz naturel iranien, cela a évidemment des effets sur son économie et peut diminuer le niveau de vie des travailleurs. Mais cela ne débouche pas sur des faillites, des fermetures d'entreprises et un chômage de masse comme dans les pays capitalistes, avec leur conjoncture basée sur l'endettement.

Le caractère incontrôlable de l'économie capitaliste apparaît encore beaucoup plus clairement dans son fonctionnement "normal". Il y a quelques années encore, on croyait pouvoir répondre aux reculs conjoncturels par l'augmentation des dépenses de l'Etat et de la masse monétaire (= inflation). Le chancelier fédéral allemand, Helmut Schmidt résuma cette optique en une phrase : "Mieux vaut quelques pourcents d'inflation de plus que quelques pourcents de chômage en plus".

On prévoyait ensuite, lors de la reprise, de réduire les dépenses de l'Etat et donc le taux d'inflation.

TENDANCE : CHÔMAGE MASSIF À LONG TERME

Cette politique ne fonctionna dans une certaine mesure que jusqu'à la fin de la longue phase de croissance du capitalisme, à la fin des années 60. La reprise, après la grande

récession, de l'économie capitaliste mondiale fut accompagnée, presque dans tous les pays occidentaux, d'une croissance du chômage et de l'inflation.

Lorsque Jimmy Carter se présenta aux élections présidentielles américaines en 1976, il additionna le taux de l'inflation et celui du chômage, pour en faire ce qu'on appela l'"index de la misère" et bien sûr en rendre responsable son adversaire Gerald Ford. Cet "index" était alors de 12,8 o/o (5 o/o d'inflation et 7,8 o/o de chômage). Aujourd'hui, il est de 20,2 o/o (12,7 o/o d'inflation et 7,5 o/o de chômage) ! A quelques exceptions près (RFA, Japon, Suisse, Autriche), des chiffres semblables et aussi élevés s'appliquent à la majorité des pays capitalistes industrialisés, bien qu'ils ne soient pas encore entrés dans une récession. Un taux de chômage de 7,5 o/o en Suisse provoquerait environ 200 000 chômeurs. Donc si chez nous, en 1974/75, les 185 000 travailleurs étrangers n'étaient pas rentrés dans leur pays d'origine à cause des licenciements ou parce qu'ils n'étaient pas réengagés (saisonniers), le taux de chômage en Suisse serait aussi de cet ordre.

Indépendamment du caractère de la nouvelle récession — "tendre et douce" ou plus violente — une constatation s'impose : depuis 1970, dans l'économie capitaliste mondiale — avec des variations selon les situations conjoncturelles — l'inflation et le chômage se sont tendanciellement développés. Dans cette évolution, la "révolution technologique" des micro-processeurs (cerveaux électroniques miniaturisés) contribuera à long terme à faire du chômage un phénomène de masse. Car si jusqu'à maintenant les investissements permettant d'économiser la force de travail demandaient de plus en plus de capitaux, l'application des micro-processeurs devient de moins en moins chère, ce qui accélère d'autant leur introduction. Pour les salariés, les grandes crises sont encore à venir, même si cette évolution ne débouche pas sur une crise économique mondiale du type de celle des années trente.

LA SOLUTION SOCIALISTE RESTE VALABLE

Les luttes syndicales contre les licenciements et pour une réduction du temps de travail peuvent amoindrir cette tendance au chômage et à la misère de masse, mais elles ne peuvent la supprimer si elles restent dans le cadre du système capitaliste du profit et de la concurrence. On l'a vu clairement en Italie et en Angleterre.

Et au moment où le projet de programme de l'USS proposait comme remède la "conduite globale" de l'économie capitaliste, par des moyens "financiers, monétaires et de politique du crédit", son application dans de très nombreux Etats industrialisés prouvait déjà son inefficacité, puisque justement le capitalisme est, par nature, incontrôlable. C'est peut-être pourquoi le congrès de l'USS formula plus "radicalement" la partie de politique économique de son programme.

La seule solution reste finalement la révolution socialiste, c'est-à-dire la prise du pouvoir politique par les salariés, le transfert à la collectivité des moyens de production et l'organisation de la production selon les besoins des travailleurs, d'après un plan démocratiquement élaboré.

LA POLOGNE N'EST PAS UN DÉMENTI

Bien sûr, les capitalistes et leurs chiens de garde brandissent aujourd'hui avec délectation les signes de crise dans les Pays de l'Est, particulièrement en Pologne, qui devraient prouver qu'une économie planifiée ne peut de toute façon pas fonctionner. En taisant soigneusement le fait que les manifestations de crise sont les plus fortes dans les pays les plus liés au marché mondial capitaliste et à sa crise (Pologne, Yougoslavie). En outre, tous les articles sur la Pologne — ceux de la brèche aussi — montrent d'une part que dans ce pays la planification a été bureaucratiquement — c'est-à-dire fausement — conçue et que d'autre part son application a été sapée par une corruption incroyable et une gestion complètement défectueuse. Les travailleurs polonais ne s'en prennent en aucune manière au socialisme et à l'économie planifiée, mais ils veulent les sauver de la faillite bureaucratique et décider eux-mêmes de leur fonctionnement.

Les grippages économiques des Pays de l'Est sont surtout le résultat du manque de contrôle démocratique. Des biens de consommation essentiels manquent, alors qu'ailleurs on fabrique des marchandises invendables. Mais pour l'essentiel, le problème principal de ces pays est celui d'une productivité et d'une production encore insuffisantes. Alors que dans le capitalisme, il y a des licenciements en masse parce que, relativement au pouvoir d'achat ou même de manière absolue, il y a trop de production. Parce que dans le capitalisme, les patrons n'investissent pas selon des critères de politique économique, mais selon les besoins du profit. Le capitalisme est donc fondamentalement dans l'impossibilité d'accorder la production aux besoins et, par exemple, de réduire de manière planifiée le temps de travail lorsque la production permet de répondre à un besoin raisonnable.

Une réorientation de la production selon des normes écologiques (économie de matières premières et d'énergie, recyclage des matériaux, utilisation de sources renouvelables, etc.) exige justement le transfert des grands moyens de production à la propriété collective et une planification générale de la production.



MALGRÉ LA BUREAUCRATIE, LA SUPRÉMATIE DE L'ÉCONOMIE PLANIFIÉE SUBSISTE

Les différences fondamentales entre les pays capitalistes et les pays à économie planifiée ressortent clairement du tableau du développement de la production industrielle entre 1968 et 1978 (source : Annuaire statistique suisse, 1979).

Quel que soit le degré de crédibilité des statistiques, une grande tendance apparaît cependant incontestablement : les pays à économie planifiée connaissent une croissance importante, contrôlée et relativement harmonieuse de la production, alors que les pays capitalistes ont un développement saccadé, par à coup, avec une croissance plus lente

ou même une stagnation. Qui, faut-il le souligner, n'a rien à voir avec une "croissance zéro" consciemment voulue.

L'essor fulgurant de la production industrielle en Pologne est significatif : la bureaucratie a visiblement voulu forcer l'industrialisation, en imposant des rythmes insensés. Elle n'a pu le faire qu'au détriment du niveau de vie des travailleurs, ce qui finit par l'amener dans la crise d'approvisionnement que l'on sait et dont elle paie le prix maintenant. Mais dans l'ensemble, ce tableau témoigne justement de la supériorité fondamentale de l'économie collective planifiée — même si celle-ci ne développe sa pleine efficacité que sous le contrôle démocratique des travailleurs. A cette condition, elle fonctionne alors au bénéfice de tous et permet de résoudre les problèmes vitaux de la société humaine.

G. K.

Index du volume de la production dans quelques pays de 1968 à 1978

La production de 1970 est prise comme base de calcul (index 100);
pour des raisons de place, elle n'est pas reportée dans le tableau.

	CH	RFA	RDA	F	GB	I	Y	PL	S	URSS	CS	J	USA
1968	85	83	88	84	97	90	83	85	88	86	88	76	99
1972	104	106	112	112	102	104	119	120	104	115	114	110	111
1974	111	111	129	123	107	120	140	149	117	133	129	122	120
1975	97	105	137	114	102	108	147	165	114	143	138	110	109
1976	98	114	145	124	102	122	153	181	113	150	146	122	120
1978	103	119	159	128	110	126	175	218	109	166	160	134	136

Index de la production industrielle, y compris les mines, le gaz et l'électricité, mais sans la construction. L'index de la Grande-Bretagne comprend aussi la construction et en outre l'Irlande du Nord.



Révision du code pénal :

Le Conseil national a voté les mesures liberticides

La session de décembre du Conseil National a été consacrée, entre autres, à la discussion sur le projet de révision du Code pénal, dont certains aspects ont été présentés dans le dernier numéro de la Brèche (no 243-244). Les débats ont montré que la bourgeoisie était prête à placer d'emblée la barre à un niveau élevé.

Combattre la liberté d'action du mouvement ouvrier et les libertés démocratiques sous couvert de "lutte contre le terrorisme"

"L'un des buts de l'Etat est de permettre à chaque citoyen de s'épanouir sans devoir continuellement craindre pour sa vie", a expliqué l'ineffable Furgler pour justifier cette révision, en ajoutant que l'existence de problèmes de société comme la crise du logement, la drogue ne devait pas autoriser les gens "à tirer et non pas sur eux-mêmes" ! Tous les résultats statistiques démontrent que Furgler ment lorsqu'il fait état d'une montée de la violence qui pourrait être résolue par l'accentuation des moyens répressifs — il suffit de se rapporter aux quelques chiffres indiqués dans le tableau pour s'en convaincre.

En réalité, M. Furgler prépare, comme il avait tenté de le faire avec la PFS, un mauvais coup contre le mouvement ouvrier et les libertés démocratiques. Contrairement aux premières indications parues avant les débats, la commission du Conseil national chargée de l'examen du projet de loi avait bel et bien maintenu l'introduction du délit d'incitation publique à la violence. Actuellement le Code pénal ne fait que réprimer l'incitation publique au crime, c'est-à-dire l'incitation publique au meurtre, à l'incendie volontaire et aux autres infractions graves punies par la réclusion. Le Conseil national a, lui, accepté la disposition proposée qui réprime, de manière générale, tout appel ou toute incitation publique à la violence contre les personnes ou les biens. Sont ainsi visés les actes tels que l'appel à une manifestation non-autorisée sur la voie publique, l'occupation d'une usine (violation de domicile), la résistance contre la répression policière (résistance aux actes de l'autorité).

Il est évident que ce sont les activités possibles du mouvement ouvrier, celles des antinucléaires, des jeunes, des femmes qui sont visées.

Répondant à un député socialiste qui exprimait ses craintes quant à l'utilisation possible de cette disposition, Furgler a déclaré, avec sa candeur cynique habituelle, qu'il connaissait bien des locataires et bien des syndicalistes — c'étaient des gens normaux — qui en aucun cas n'exprimeraient leur mécontentement éventuel en jetant "des pierres dans les vitrines". Derrière cela, il y a évidemment l'idée que ceux qui préconisent dans le mouvement ouvrier l'utilisation de moyens de lutte, comme les grèves avec occupation ou avec des piquets, comme les manifestations de rue qu'elles soient autorisées ou non, comme l'occupation des voies d'accès aux centrales nucléaires, comme l'occupation d'immeubles vides sont des délinquants de droit commun, sont en quelque sorte des "anormaux". La bourgeoisie suisse a une longue tradition de criminalisation des secteurs combattifs du mouvement ouvrier; il suffit de se rappeler toute la législation anti-communiste des années trente, des différents projets de lois pénales dirigées contre le mouvement ou-

vrier qui furent votés par les Chambres fédérales (les deux lex Haebelin) après la grève générale de 1918 mais heureusement défaits en votation populaire grâce à une campagne unitaire et massive du mouvement ouvrier. Il suffit d'avoir lu la presse bourgeoise lors de la récente grève dans les arts graphiques pour comprendre que le patronat, ses partis et son Etat ont dans le collimateur.

On instaure ainsi un délit d'opinion dont l'étendue n'a pas d'égal depuis des décennies. A cela s'ajoute l'autre aspect de la révision qui a été abordé dans notre précédent article, à savoir la répression des actes préparatoires, dont l'aspect liberticide ne se discute pas.

Quelques autres aspects de la révision

Le projet contient également de nouvelles dispositions qui doivent, selon la Commission du Conseil national, permettre une lutte "plus efficace contre la violence". Il s'agit en particulier des infractions de prise d'otages et d'enlèvement. De plus le Conseil national a introduit, en raison des activités du mouvement jeunes à Zurich, la possibilité de poursuivre d'office le délit de dommages à la propriété dans les "cas graves" alors que jusqu'à présent cette infraction n'était poursuivie que sur plainte du propriétaire lésé.



Le PSS a refusé le projet, va-t-il lancer un référendum ?

Dans les votes sur les articles individuels, le PSS a refusé les deux dispositions les plus dangereuses pour les libertés démocratiques, celles qui traitaient de l'incitation à la violence des actes préparatoires. Dans le vote final sur l'ensemble du projet, le PSS s'est abstenu.

Le Conseil des Etats va maintenant, à son tour, examiner le projet de révision. L'issue de la procédure parlementaire n'est donc pas encore totalement claire, bien que l'on doive s'attendre à ce que le Conseil des Etats suive dans les grandes lignes le Conseil national.

Dans ces circonstances, il serait décisif que le PSS annonce son intention de lancer un référendum en cas d'adoption de la révision, car l'éventualité d'une victoire dans un vote populaire, si le mouvement ouvrier mène une campagne active, n'est pas à exclure d'emblée comme le rejet de la PFS l'a montré.

André Meylan

Réalité exacte de l'augmentation de la violence

La Suisse ne dispose pas, à son habitude, de statistiques complètes en matière criminelle; mais l'Office fédéral de statistique établit, sur la base d'indications fournies par les cantons, qui sont chargés de la poursuite des infractions pénales, une statistique des jugements en matière pénale qui permet de se faire une idée plus précise de l'évolution de la criminalité. Il en résulte une conclusion assez claire : la criminalité n'a pas connu une croissance significative, et, pour les infractions contre l'intégrité corporelle et la vie, la criminalité a même décliné.

	Infractions contre la vie et l'intégrité corporelle	Infractions contre la liberté
1965	2 169	275
1970	2 353	332
1975	2 134	327
1978	2 002	345

(Source : Tages Anzeiger du 18. 12. 1980)

Pour le Conseil fédéral,

le PST doit être surveillé

Il y a quelque temps, le gouvernement zurichois, répondant à une interpellation à propos d'un cas d'interdiction professionnelle frappant un membre du Parti du Travail, avait indiqué qu'une telle mesure se justifiait car le Parti Suisse du Travail (PST) constituait un danger pour la sécurité intérieure et extérieure de la Suisse.

Dans une interpellation adressée au Conseil fédéral, le PST avait critiqué ces affirmations "calomnieuses", selon lui, et exigé un démenti.

Le Conseil fédéral n'a pas manqué à sa réputation dans le domaine. Expliquant que si le PST avait effectivement choisi la "voie pacifique" vers le socialisme, il n'en restait pas moins qu'implicitement il n'avait pas renoncé à la prise du pouvoir par le prolétariat, ou, en d'autres termes, à l'utilisation de moyens "antidémocratiques" pour arriver à ses fins. Sur cette base, le Conseil fédéral estima qu'il était juste de procéder à une surveillance permanente du PST et de ses activités.

Le Conseil fédéral justifie ainsi la surveillance policière de toutes les organisations qui constituent un "danger latent" pour l'Etat de droit, c'est-à-dire pour la bourgeoisie. De plus il appuie, de la façon la plus expresse, les gouvernements cantonaux qui pourraient prendre des mesures d'interdiction professionnelle à l'encontre de ceux qui, concrètement, pourraient constituer un tel "danger latent".

On voit donc qu'un syndicat ou un parti qui ose, même de la manière la plus timide comme le PST, formuler un projet de société où les travailleurs seraient au pouvoir s'expose à la surveillance et à la répression policières.

Certes, il y a longtemps que la bourgeoisie nous avait habitués à ses attaques antidémocratiques; mais il ne faut pas que l'habitude relâche la vigilance du mouvement ouvrier qui doit être prêt à réagir massivement à toute attaque aux libertés démocratiques. A cet égard, il aurait été agréable d'entendre les camarades Willi Ritschard et Pierre Aubert rompre la collégialité gouvernementale pour s'opposer, au nom des travailleurs, au rapport du Conseil fédéral. Trêve d'irréalisme ! Les camarades Ritschard et Aubert étaient certainement trop occupés à avaler d'autres couleuvres de la bourgeoisie pour avoir le temps de s'occuper d'une question aussi importante pour la liberté d'action du mouvement ouvrier.

André Meylan

Les crocodiles de la presse de droite, dont les assassinats racistes n'ont jamais entamé l'indifférence, sont heureux de sauter sur l'occasion que leur offre le PC pour dénoncer la "politique anti-immigrés" de ce parti. Nous n'avons rien de commun avec ces gens-là.

* Nous savons que le premier responsable de la situation intolérable qui est faite aux travailleurs immigrés dans ce pays, c'est le gouvernement Giscard. C'est lui qui leur impose des conditions de vie et de travail inhumaines. C'est lui qui leur refuse les mêmes droits qu'aux travailleurs français.

C'est lui qui prend et rejette les immigrés comme des pions, selon les intérêts de l'économie capitaliste; quand les patrons ont besoin d'une main-d'œuvre sous-payée, on va la chercher dans les pays les plus lointains, on ferme les yeux sur les trafics les plus sordides des négriers; mais quand la crise est là, on ferme les frontières, on expulse en masse, on fait d'eux les boucs émissaires de la crise.

Au plan national, c'est la même politique cynique que pratiquent les maires de droite et les préfets en "déchargeant" les municipalités UDF ou RPR de cette population immigrée qui "nuît à leur standing", pour l'orienter systématiquement vers les municipalités ouvrières.

* Face à cette politique gouvernementale, la position du PCF divise la classe ouvrière et favorise le développement du racisme.

En réclamant une "juste répartition des immigrés entre les communes", le PCF s'engage dans une logique infernale. Elle conduit ses élus, flattant des préjugés de leur électeur, à militer contre toute nouvelle arrivée de travailleurs immigrés dans leur commune. Certains préfèrent même laisser des logements vacants que de les accorder à des familles immigrées. Le maire de Vitry n'a fait que pousser cette logique jusqu'au bout.

Pour tenter de justifier cette politique scandaleuse, les responsables du PCF expliquent qu' "au-delà d'un certain seuil", la présence d'immigrés nourrit inévitablement le racisme.

Le prétendu "seuil de tolérance"

Mais ce ne sont pas les immigrés qui créent les racistes, pas plus que les juifs ne fabriquent les antisémites ! C'est la putréfaction d'une société de classes qui engendre ces monstres. Le PC ferait mieux de laisser cette notion xénophobe de "seuil de tolérance" aux sociologues bourgeois qui l'ont inventée, en transformant en loi naturelle ce qui n'est que le produit d'un ordre social qu'ils ne voulaient pas remettre en cause.

En appelant la population à réagir parce qu'il y a "trop d'immigrés" dans leur commune, le PCF ne fait aucun mal au maire giscardien de Saint-Maur. Par contre sa position ne peut, qu'il le veuille ou non, qu'encourager tous les racismes et conduire les travailleurs français à se tromper d'adversaires. Elle ne peut que les désarmer face aux fascistes qui font campagne sur le thème "dehors les étrangers".

Et d'ailleurs, pourquoi ne pas appliquer le même raisonnement aux municipalités et aux entreprises ? Verra-t-on demain le PCF expliquer que le "seuil de tolérance" est franchi à Billancourt, ou chez les nettoyeurs du métro ?

Les responsables du PCF emploient aussi un autre argument. Ils expliquent que cette présence massive d'immigrés crée "des charges insupportables pour les budgets communaux".

Au moment où le mouvement ouvrier suisse se trouve une fois encore confronté, par le biais de l'initiative "Etre solidaires" et de la nouvelle loi sur les étrangers, à la nécessité d'une défense unitaire des travailleurs immigrés, il nous a semblé important de consacrer un article à la manière dont le Parti communiste français (PCF) cherche à "régler" le problème. Extrait de "Rouge" numéro 950, il montre avec évidence qu'en France comme ici toute politique chauvine et nationaliste finit à terme par se retourner contre les intérêts des travailleurs.

Ce qui est devenu rapidement "l'affaire de Vitry" commence à la veille de Noël, dans une petite ville de la banlieue parisienne, lorsqu'une cinquantaine de personnes entrent, avec la bénédiction du maire communiste de l'endroit, dans un foyer où s'étaient installés trois cents travailleurs maliens. Ce commando démolit alors les entrées et un escalier à coups de bulldozer. Les fils électriques, le gaz et le téléphone sont coupés.

Cette agression ignoble, couverte et soutenue par la direction du PCF, doit être fermement dénoncée.

France :

Le PCF divise les travailleurs et nourrit le racisme

Certes, il serait vain de nier les problèmes qui peuvent se poser aussi bien dans l'enseignement et l'aide sociale que dans le logement. Mais tous ceux que frappent le

chômage ou la misère "créent des charges", quelle que soit la couleur de leur peau ! Et toutes les municipalités ouvrières depuis qu'elles

existent doivent affronter cette contradiction.

Il n'y a qu'une seule réponse à lui apporter, si l'on se place du



point de vue des intérêts de la classe ouvrière dans son ensemble, c'est de mobiliser dans l'unité les travailleurs français et immigrés contre le gouvernement pour exiger des moyens financiers qui permettent d'assurer à tous un logement et un travail décent. C'est une voie difficile, mais c'est la seule.

Raisonnement autrement, c'est accepter la gestion de la pénurie et la division des travailleurs. C'est expliquer aux français que s'ils paient trop d'impôts locaux, c'est parce qu'il y a trop d'immigrés. Et pourquoi pas trop de chômeurs, ou trop de smicards, puisqu'eux aussi "créent des charges" ?

Cette politique municipale n'est que le concentré saisissant de l'orientation chauvine du PCF. Elle s'était déjà affirmée au moment des élections européennes et revient en force aujourd'hui : "Produisons français", "Non à l'Europe allemande", "Arrêt total de l'immigration"... Autant de mots d'ordre nationalistes qui tournent le dos à la solidarité internationale des travailleurs.

Le PC attaque beaucoup le PS aujourd'hui. Mais ses positions d'aujourd'hui sont les mêmes que défendait, pendant la crise de 1929, la CGT dirigée par les réformistes de Jouhaux. Des positions que combattait alors les militants communistes de la CGTU, en se prononçant contre le contrôle policier sur l'immigration, pour le libre jeu des courants migratoires.

Le journal *Le Matin* a parfaitement raison de souligner que, dans cette affaire, les positions du PC ou du PS sont "voisines sur le fond" et que "les maires socialistes partagent en gros la revendication des communistes". Et Bergeron ne se fait d'ailleurs pas faute de rappeler que le PC défend aujourd'hui ce qu'il lui reprochait encore hier.

Voilà au moins un point sur lequel Marchais et Mitterrand sont d'accord.

Certes, le PS, comme la CFDT, ont pris position pour condamner durement la violence de l'action du PC, mais pas son but : PC comme PS sont d'accord pour réclamer l'arrêt de toute l'immigration, d'accord pour le renvoi des trois cents maliens à Saint-Maur, d'accord pour refuser l'égalité complète des droits politiques et notamment du droit de vote aux immigrés.

C'est cette politique-là, et de façon plus générale la passivité des grandes organisations du mouvement ouvrier face aux attaques de Bonnet et Stoléru contre les travailleurs immigrés, qui laissent le champ libre à la droite et aux racistes.

Il faut l'unité français-immigrés contre Giscard

C'est pourquoi, face au racisme et à la xénophobie qui se renforcent avec la crise, il faut réaffirmer que le vrai communisme, c'est d'abord l'internationalisme : "Les prolétaires n'ont pas de patrie".

Il faut se prononcer clairement pour la libre circulation des travailleurs et l'égalité totale des droits sociaux et politiques.

Il faut réclamer le droit à l'emploi pour tous : la solution au chômage, c'est la réduction massive du temps de travail sans diminution de salaire, et non pas le renvoi des immigrés dans leur pays et des femmes à leurs foyers.

Il est urgent que se mette en place un front uni de toutes les organisations ouvrières françaises et immigrées, de toutes les organisations antiracistes, pour combattre le vrai responsable des attaques contre les immigrés et du racisme : le gouvernement Giscard.

Pologne :

L'eau bénite n'éteindra pas la flamme ouvrière

La presse a abondamment titré sur la reprise en main de Solidarité par l'Eglise, à l'occasion de la cérémonie de Gdansk. Certes, l'apparition en force de la hiérarchie catholique le 16 décembre devant le monument consacré aux martyrs ouvriers tombés sous les balles de la police en 1970 a de quoi inquiéter. Mais le désir évident des responsables de l'Eglise de "ramener le mouvement à la raison" pour pouvoir mieux pactiser avec la bureaucratie est une chose. La dynamique réelle de la mobilisation en est une autre.

De notre envoyée spéciale

"Heureusement que je n'étais pas à Gdansk, car je me serais rendu malade à écouter ce qui s'y est dit", devait affirmer l'un des principaux dirigeants du MKZ de Varsovie au lendemain de la cérémonie. Les homélies des prêtres en particulier lui paraissaient dangereuses. "Elles montrent que l'épiscopat cherche à manipuler Solidarité. Et Walesa se laisse beaucoup trop influencer par l'Eglise, comme en témoigne son discours devant le monument."

Cette réaction à chaud traduit bien le sentiment d'un très grand nombre de militants et de dirigeants de Solidarité. Ils se disent d'autant plus révoltés par l'insistance de la presse occidentale à souligner les risques de récupération du mouvement qu'ils sont, pour leur part, engagés dans une épreuve de force avec les autorités pour imposer une répartition équitable de la viande dans le cadre du rationnement qui entrainait en vigueur dès le 18 décembre.

"Contrôlez la distribution !"

Dans la circonscription de Varsovie où les villes de la région étaient discriminées par rapport à la capitale, le présidium du MKZ a obligé le pouvoir à reconsidérer les premières décisions. Et dès le 18, il poursuivait sa bataille pour que les habitants de toutes les régions reçoivent une part identique de viande, en fonction des stocks disponibles. Une lutte qui prend dès l'abord un caractère d'affrontement direct avec le pouvoir quand on sait qu'à Radom, par exemple, les magasins de la milice avaient reçu une quantité de viande dix fois supérieure à celle des magasins ordinaires (pour une clientèle plus réduite) et qu'une centaine de kilos de porc avaient été mis de côté pour le ministère public comptant sans doute une trentaine de personnes — alors que la ration par habitant pour la période des fêtes était de 500 grammes.

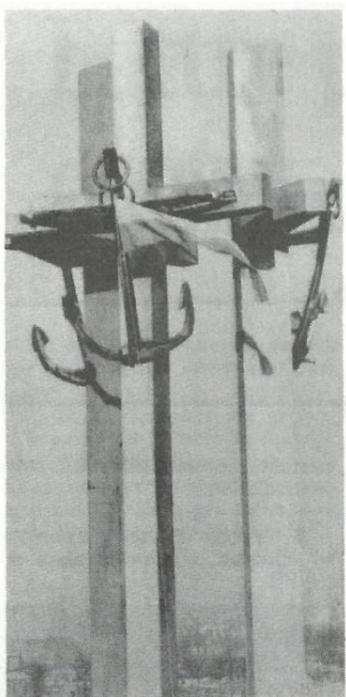
Un tract du MKZ encourageait les habitants à exercer un contrôle et à informer Solidarité de toutes les anomalies constatées en ce domaine. (...)

La classe ouvrière s'impose

Cette volonté explicite des syndicats de contrôler la situation est nettement illustrée également par la mise en place, au niveau national, d'une commission de contrôle des prix et des salaires permettant d'imposer un minimum social (fixé à 2 400 zlotys) et d'une commission de contrôle des conditions de travail, ainsi que de commissions régionales de contrôle sur l'approvisionnement des entreprises en électricité pour lutter contre la gabegie — les coupures de courant étant l'un des principaux facteurs déterminant la baisse de la production.

La dynamique de contrôle ne se limite pas à des questions économiques et sociales mais touche des sujets directement politiques. La me-

nace de grève des typographes qui se proposent de cesser l'impression de *Trybuna Ludu* (organe du parti) si le pouvoir ne lève pas sa décision concernant le film *Ouvriers 80*, dont la projection a été interdite, témoigne une fois de plus de cette évidence.



Monument à la mémoire des travailleurs tués à Gdansk en 1970. Son inauguration devait permettre à l'Eglise de mener une offensive en direction de "Solidarité".

La situation est d'autant plus tendue entre les syndicats et la bureaucratie que cette dernière est confrontée à une grave crise au sein même du parti et que la détermination des paysans indépendants à construire leur propre syndicat dans une perspective unitaire avec Solidarité n'a pas de quoi rassurer les tenants du pouvoir. Dans une réunion avec les cadres subalternes du parti à Plock, Kania a dû essuyer les critiques les plus dures sur la politique de la direction. Lors de la conférence économique organisée par Solidarité les 20 et 21 décembre pour discuter des perspectives de réforme, on ne comptait plus le nombre d'intervenants — souvent membres du POUP — proposant de "tout balayer" et de transformer de fond en comble les structures politiques et économiques.

Il faut avoir tout cela à l'esprit pour porter un jugement sur la situation et apprécier à sa juste mesure la capacité de l'Eglise à "faire rentrer le mouvement dans les rangs".

Pour le respect de la démocratie ouvrière...

Il ne fait pas de doute que Walesa est de plus en plus sous la coupe de l'épiscopat. Mais le poids accordé par la presse à ses déclara-

tions ne tient pas compte de l'exigence de démocratie qui prévaut dans Solidarité. Aucun dirigeant n'a sa place assurée, d'autant moins que les élections des instances supérieures du syndicat n'ont pas encore eu lieu. Et les membres de Solidarité ne se font pas faute de vous le rappeler quand ils ne sont pas d'accord avec les déclarations d'un leader — fût-il Walesa.

Certes, les problèmes de direction sont loin d'être résolus. Et les

divergences qui se sont fait jour au sein de la direction nationale de Solidarité ces derniers temps ont rendu de nombreux militants et dirigeants attentifs à la difficile nécessité de respecter un cadre démocratique. "Il faut du temps, il faut discuter et c'est compliqué de tenir compte des divers points de vue" disait notamment l'un d'eux. L'idée du droit de tendances n'est pas encore présente en tant que telle. Cependant, il est significatif qu'un

dirigeant du comité de Solidarité des chantiers navals Lénine à Gdansk ait affirmé, à propos des critères d'élection : "Outre la place qu'il occupe dans l'entreprise et les mérites personnels du candidat, il faudrait aussi tenir compte du programme qu'il défend. Mais dans la situation actuelle, je doute que quiconque soit à même de présenter un programme à proprement parler".

Jacqueline Allio

Nicaragua :

Contrôle ouvrier chez Nestlé

Nous attendons le secrétaire du syndicat de Proclacsa (Sinprolac), Milton Picada, qui a commencé à travailler dans l'entreprise il y a 11 ans, au moment où elle ouvrait ses portes. Il est responsable du magasin, mais depuis 10 jours il est aussi l'un des 5 membres du conseil d'administration de Sinprolac, car avec la nationalisation du système bancaire l'Etat s'est retrouvé propriétaire de 32 o/o des actions et donc de 2 sièges sur 5 du conseil d'administration. Il en a attribué 1 au représentant du ministère de l'agriculture et l'autre au secrétaire syndical.

Un début de contrôle ouvrier

Milton nous explique que Sinprolac regroupe 90 o/o des 180 travailleurs de l'entreprise. Alors que le salaire minimum a été fixé à environ 1 000 cordobas, le salaire le plus bas d'un homme chez Nestlé est de 1 300 cordobas. "C'est un syndicat très combatif qui avant le 19 juillet avait déjà mené des grèves, de caractère surtout politique. En particulier au cours des insurrections de 1978 et de 1979 à Matagalpa. Nombreux sont les travailleurs de Proclacsa qui ont participé militairement aux combats de la guerre civile et occupent actuellement des postes de responsabilité dans l'armée, la police ou les milices populaires. Ceux qui sont restés dans l'entreprise soutenaient le FSLN en distribuant du lait à la population et en réquisitionnant les réserves de combustibles pour les combattants sandinistes. La grande majorité des travailleurs est actuellement sandiniste."

Qu'est-ce que cela signifie concrètement ? "Que 70 o/o des affiliés assistent régulièrement aux réunions syndicales, que 50 camarades sont volontaires dans les milices populaires, que 4 camarades se sont intégrés aux Milices Ouvrières d'alphabetisation pour les 11 analphabètes de l'usine et à Matagalpa. Il y a peu d'analphabètes car, pour être engagé, il fallait savoir lire et écrire, sauf pour être jardinier ou nettoyeur."

Est-ce que cela crée des conditions plus favorables qu'ailleurs pour créer de véritables structures de contrôle ouvrier ? "L'objectif principal de la Centrale Sandiniste des Travailleurs, à laquelle est affi-

liée Sinprolac, est de relancer la production. Pour cela, nous voulons créer une Assemblée de Réactivation Economique au travers de laquelle nous puissions connaître la façon dont est organisée la production. La gérance doit nous donner des informations complètes et précises sur ses activités, et nous faisons des bilans de l'activité des divers ateliers. Il s'agit donc d'une

PROLACSA : sous ce nom, on trouve au Nicaragua l'une des ventouses des tentacules de la pieuvre Nestlé, géant mondial de l'alimentation. Qu'est-ce que la révolution sandiniste a apporté aux travailleurs nicaraguayens de cette multinationale helvétique ? Comment s'organisent-ils ? Ce sont ces questions et quelques autres que notre envoyé spécial est allé poser au responsable syndical de l'entreprise.

espèce de contrôle ouvrier. Mais il nous faut tout d'abord réussir à tisser des liens étroits entre les différents ateliers, pour que nous puissions avoir nous-mêmes une vision d'ensemble, et c'est là la principale difficulté à surmonter."

Milton n'a pas l'impression que la direction de Nestlé essaie de retirer ses capitaux. "Le gouvernement a eu une attitude plutôt ouverte face à Nestlé puisqu'il lui a fourni un prêt de 10 millions de cordobas pour relancer la production de lait en poudre qui a dramatiquement chuté avec la guerre civile et la contrebande de bétail vers le Honduras et le Costa Rica. Il n'y a ainsi pas eu un seul licenciement, mais une baisse des rythmes de travail."

La recette Nestlé

Un ingénieur guatémaltèque nous expliquera ensuite que Proclacsa a été créée il y a 11 ans dans le cadre du Marché Commun Centre-américain, et réduisait en poudre 200 000 litres de lait par jour, essentiellement pour l'exportation. Au cours de la guerre civile, la production est tombée en 1978-79 à 10 o/o de celle de 1977-78, soit 20 000 litres de lait/jour. Proclacsa ne trouve plus de lait. 300 000 bêtes ont été transportées illégalement à l'étranger, de nombreuses autres sont mortes faute de soins, d'autres ont été mangées. De plus, en raison du cours élevé de la viande de bœuf sur le marché mondial, les producteurs préfèrent acheter du bétail pour la production de viande que des vaches à lait.

Une usine propre, une odeur de lait, des conditions de travail supérieures à la moyenne régionale, telle est l'image de marque de Nestlé. Nous avons pu constater une fois de plus que la recette de la fortune de la multinationale helvétique n'était pas bien sorcière : des coûts salariaux qui ne représentent pas 10 o/o de ce qu'ils seraient en Suisse (environ 200 francs suisses par mois pour les ouvriers, 1 300.— Fr.S. pour les ingénieurs nicaraguayens et 2 500.— Fr.S. pour les étrangers); un prix du lait bas à l'achat, ce qui favorise, comme l'explique "La Prensa", les gros producteurs. En un mot : l'exploitation des ouvriers et des paysans pauvres à l'ombre du somnisme. juin 1980, Alfredo Morabia



Milton Picada, secrétaire syndical, devant l'entreprise Proclacsa.

Les marxistes s'intéressent-ils aux sciences naturelles ?

Au siècle passé, et jusqu'au milieu du XX^{ème} siècle, les sciences naturelles constituaient un élément important de la culture des marxistes, et du mouvement ouvrier en général. Marx et Engels se sont enthousiasmés pour les idées de Darwin. Cette tradition a été poursuivie par les PC...

Poursuivie, et malheureusement discréditée par la tragique bouffonnerie qu'a été, dans les années 30 à 50, l'épisode Lyssenko. Dans le vain espoir de résoudre par un coup de baguette magique la crise de l'agriculture soviétique dont il était lui-même le responsable, Staline a mis la dictature de sa bureaucratie au service du charlatan T.D. Lyssenko (1898-1976). Sa théorie, qui refusait la génétique moderne, a été proclamée "le marxisme dans les sciences de la nature". On a enrôlé pour sa défense des citations d'Engels, qui ne risquait plus de protester. On a envoyé dans les camps des biologistes compétents qui refusaient l'imposture. La biologie soviétique a perdu 20 ans. En occident, les PC et leurs savants se sont durablement ridiculisés et rendus odieux, aux yeux de la communauté scientifique, par leur défense dans les années 50 de la "science prolétarienne".

Le renouveau du marxisme des années 60 s'est fait en réaction contre l'orthodoxie stalinienne. Marqué par l'épisode Lyssenko, il a prudemment laissé les sciences naturelles dans un domaine à part. De fait les sciences naturelles ont malheureusement totalement disparu de la culture marxiste de la "génération de 68".

Le marxisme est une vision scientifique de l'histoire des sociétés humaines. Il n'apporte aucun renseignement sur le fonctionnement de la nature. Il ne peut donc s'ériger en critère de la vérité en physique ou en biologie. Mais la vision marxiste est certainement attachée aux motivations des sciences naturelles : la compréhension des mécanismes de la nature et la perfectionnement des moyens techniques de l'humanité. En outre elle est certainement attachée à la vision matérialiste de la nature :

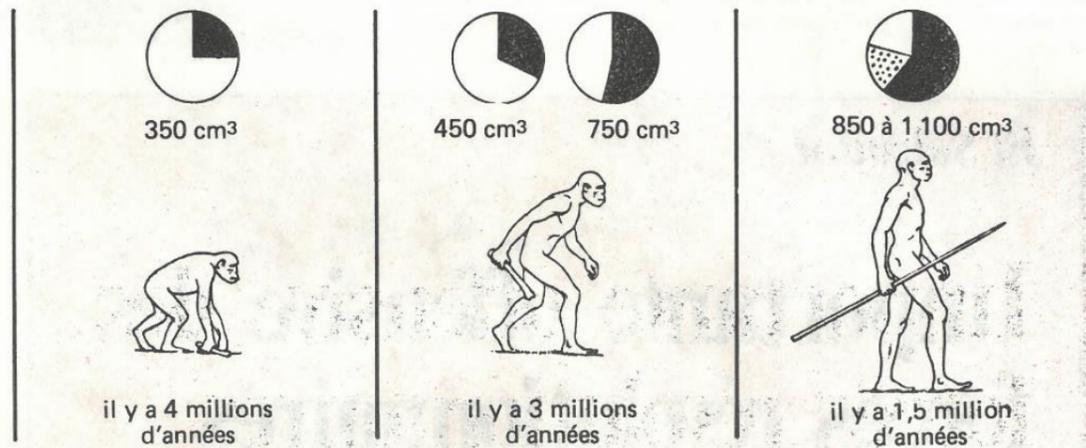
- La nature existe réellement, en dehors de la conscience des hommes (eh oui, il y a des scientifiques qui pensent le contraire).
 - Le fonctionnement de la nature peut être découvert et connu.
 - La nature évolue, ses parties apparaissent, se transforment et disparaissent.
 - L'évolution de la nature n'a pas de but.
 - L'esprit humain, avec toutes ses richesses, est le produit de la complexification du cerveau et de la vie sociale de ce singe qui a évolué en l'être humain, durant les derniers 10 millions d'années. Ce n'est pas le don d'un esprit préexistant. Il n'y a pas d'esprit sans matière.
 - La nature n'a pas été créée, et n'est pas animée, par un ou plusieurs esprits, plus ou moins omnipotents, plus ou moins puissants.
- C'est la vision qu'a plus ou moins une majorité des scientifiques depuis deux siècles, même si les préjugés de la plupart les feraient protester contre l'étiquette de "matérialistes".

Cette vision de la nature s'est révélée celle qui correspond le mieux à la vérité des faits et elle implique que l'humanité est libre. L'humanité n'est pas le jouet des

La Brèche n'a pas publié souvent d'articles sur les sciences naturelles. Nous publions celui-ci pour recommander chaleureusement à nos lecteurs un livre, paru maintenant depuis plusieurs mois : "Darwin et les grandes énigmes de la vie" par Stephen Jay Gould (Edition Pygmalion / Gérard Watelet, Paris).

L'ÉVOLUTION DE L'ÊTRE HUMAIN

Volume du cerveau (humain actuel : 1 400 cm³)



La biologie et nous

desseins d'un esprit immanent. Oh, cette liberté est limitée; par les lois de la nature, et à chaque étape par les contraintes héritées des précédentes. Mais cette liberté est réelle : l'humanité, au travers de la lutte des classes, fait sa propre histoire.

La Création a toujours du succès

Darwin convainquit à partir de 1858 toute la communauté scientifique que, sur une terre vieille de centaines de millions d'années (aujourd'hui on sait qu'elle est vieille de 4,5 milliards d'années), toutes les espèces vivantes avaient évolué à partir des unicellulaires, nos ancêtres à tous.

Ce fut un débat mémorable avec ceux qui défendaient la création de chaque espèce par Dieu. Eh bien, ce débat n'est pas clos, aussi étonnant que cela paraisse en

1980, alors que même l'Eglise catholique ne combat plus l'évolution. Ces dernières années ont vu dans plusieurs Etats des USA, un développement du harcèlement des maîtres de sciences et des autorités scolaires par un puissant mouvement qui revendique qu'on consacre autant de temps dans les écoles, et autant de place dans les manuels de science, à la genèse biblique qu'à l'évolution. En Europe, ce courant trouve moins de base sociale. Mais il existe : on trouve dans toutes les librairies de chrétiens fondamentalistes des ouvrages de polémique antiévolutionniste, richement illustrés.

Ronald Reagan s'est aussi fait le champion de ce thème réactionnaire. Il déclara le 22 août dernier à Dallas, à propos de l'évolution : "Eh bien, c'est une théorie. Ce n'est qu'une théorie scientifique... Mais si on entreprenait de l'ensei-

gnier dans les écoles, alors je serais d'avis qu'il faut aussi enseigner la théorie biblique de la création, qui n'est pas de la théorie, mais le récit biblique de la Création" 1).

Tout est-il programmé dans nos chromosomes ?

D'un autre côté, il y a ceux qui s'appuient sur la biologie pour "prouver" que la "race noire" est inférieure à la "race blanche", ou bien que la femme est inférieure à l'homme, ou encore que l'intelligence de chaque enfant est une donnée de naissance, que d'une manière ou d'une autre l'inégalité sociale est donc le résultat d'une sélection naturelle des meilleurs. Il serait donc vain de chercher à réaliser l'égalité en transformant les structures sociales par une action collective.

C'est incontestablement à ce courant qu'il faut rattacher la "sociobiologie" lancée en 1975 par le zoologue américain E.O. Wilson, et qui fait grand bruit.

Ceux-là sont des évolutionnistes convaincus et des matérialistes. Mais des matérialistes du type que Marx appelait les matérialistes vulgaires, qui réduisent la société humaine à des mécanismes physiques et biologiques.

Un livre généreux

Stephen Jay Gould dans son livre aborde tous ces problèmes et beaucoup d'autres encore. L'auteur est professeur de paléontologie à Harvard. Son livre, qui a été un succès de librairie en anglais, est un recueil d'articles écrits sur un ton plaisant pour vulgariser le darwinisme, la biologie évolutionniste. Armé d'un matérialisme plein d'humour et de ce point de vue documenté et direct de l'universitaire de gauche américain, il pourfend les mythes et les récupérations de la science par les oppresseurs d'hier et d'aujourd'hui. Par-dessus tout il communique combien l'étude de la nature est passionnante. Il n'est pas possible de résister au plaisir de citer ici un extrait dans lequel Gould définit, mieux que nous saurions le faire, ce que nous, marxistes, pensons de la "nature humaine" : " Mais il est possible que l'accroissement prononcé de la taille du cerveau chez l'homme ait eu des

conséquences allométriques 2) déterminantes, car les connexions neurotiques ont alors été suffisamment nombreuses pour transformer un outil inflexible et programmé avec rigidité en un organe souple, possédant assez de logique et de mémoire pour substituer, à la base des comportements sociaux, un apprentissage non programmé au contrôle direct. Ainsi, la souplesse pourrait bien être l'élément fondamental de la conscience. (...)

Pourquoi aller imaginer qu'il existe des gènes spéciaux pour l'agressivité, la domination ou la malveillance, alors que nous savons que l'énorme souplesse du cerveau nous permet d'être agressifs ou pacifiques, dominateurs ou soumis, malveillants ou généreux ? La violence et le sexisme sont bien biologiques puisqu'ils constituent un sous-ensemble de tous les comportements possibles. Mais le calme, l'équité et la gentillesse sont tout aussi biologiques. Et peut-être verrons-nous leur influence augmenter si nous réussissons à créer les structures sociales qui leur permettront de s'épanouir. Ma critique de Wilson ne fait pas appel à un 'environnementalisme' non biologique; elle se contente d'avancer l'idée d'**aptitude biologique** : un cerveau possédant toute la gamme des comportements humains et qui n'est irrésistiblement poussé vers aucun en particulier... (...)

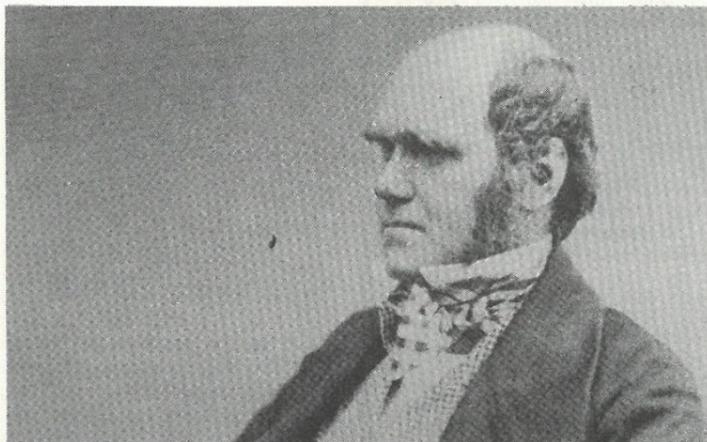
Les nombreuses discussions qui entourent le déterminisme biologique sont la conséquence de son message politique et social. Il faut se rappeler qu'on s'est toujours servi du déterminisme biologique pour démontrer que les structures sociales existantes sont biologiquement justifiées. (...) S'il n'en était pas ainsi, pourquoi des conceptions aussi dépourvues d'éléments positifs auraient-elles toujours eu la faveur des organes de presse officiels ? Les hommes de science, qui proposent des théories déterministes pour toutes sortes de raisons, et qui sont souvent bien intentionnés, ne peuvent pas contrôler l'usage qui est fait de leurs idées.

Je ne fais de procès d'intention à personne, pas plus à Wilson qu'à d'autres. Je ne rejette pas non plus le déterminisme sous prétexte que son usage politique me déplaît. Mais la vérité scientifique, telle que nous l'entendons, doit être le critère fondamental. Il y a quelques vérités biologiques gênantes, la mort étant la plus indéniable et la plus inévitable. Et si le déterminisme biologique est vrai, nous apprendrons à vivre avec lui. Mais je répète qu'il ne repose sur aucun élément positif, qu'on a seulement écarté les versions grossières des siècles précédents et que sa popularité jamais démentie est la conséquence des préjugés sociaux de ceux auxquels il profite."

novembre 1980
Robert Lochhead

NOTES

1) Rapporté avec une ironie attristée par le no de novembre de la revue bourgeoise distinguée "Scientific American". Carter et Anderson, eux, ont pris la défense de l'évolution.
2) On appelle "allométrie" l'étude des changements liés à l'augmentation de la taille. Les plus connus sont les changements structuraux qui accompagnent la diminution du rapport surface/volume chez les gros animaux : robustesse des jambes et circonvolutions internes (poumons et intestin grêle, par exemple).



Charles Darwin (1809-1882).

l'événement

Récemment évincé de la junte, le colonel Majano a dénoncé le gouvernement en place comme "une force négative qui fait écho aux aspirations réelles du peuple" avant d'appeler à la "lutte populaire". Le passage à la clandestinité de celui qui fut l'artisan du renversement du général Romero en octobre 1979 et qui était considéré par l'impérialisme comme le garant d'une solution négociée du conflit fait définitivement voler en éclat le vernis "réformateur" dont la junte avait voulu s'affubler.

Par ses répercussions au sein de l'institution militaire, cet événement pourrait signifier des perspectives nouvelles d'affaiblissement des capacités militaires des forces gouvernementales profitables aux forces du FFMLN. Ainsi, le 17 décembre, un groupe de militaires favorables au colonel Majano rendaient publique une déclaration appelant les officiers et soldats salvadoriens à "arrêter de souiller leurs uniformes avec le sang du peuple et de servir d'instruments aux chefs d'extrême-droite et faux démocrates-chrétiens".

Le renforcement des pouvoirs du colonel Gutierrez au sein de la junte salvadorienne a été salué à Washington comme une mesure "positive" dans un communiqué qui estimait, en outre, que le rapport de la mission d'enquête sur l'assassinat des quatre soeurs américaines "ainsi que d'autres développements ont suffisamment éclairci la situation pour permettre la reprise de l'aide" au Salvador. La décision de suspension de l'aide américaine étant relative à l'année 1981, celle-ci ne fut pourtant nullement arrêtée. Mais Carter vient à nouveau de démontrer sa détermination à soutenir la politique assassine de la junte salvadorienne coûte que coûte. La dénonciation récente dans le *Dissent Paper* des congressistes américains des préparatifs d'intervention impérialiste, la multiplication des fournitures d'armes à la dictature hondurienne et la signature le 10 décembre du "traité de paix" entre le Honduras et le Salvador illustrent la mise en place des conditions d'une action contre-révolutionnaire d'ampleur de l'impérialisme au Salvador.

Consolidation du mouvement populaire

Après l'assassinat des dirigeants révolutionnaires et démocratiques, le Front démocratique révolutionnaire (FDR) avait dû annuler un rassemblement prévu dans la capitale pour éviter d'être acculé à un affrontement non encore souhaité avec les forces répressives. Cela donna à penser que les préparatifs insurrectionnels du FFMLN stagnaient.

Cependant, la période correspondait au mûrissement des conditions qui devaient présider au déclenchement d'offensives insurrectionnelles de plus grande envergure. Le 13 décembre, le dirigeant du FFMLN, Schafik Handal, déclarait dans une conférence de presse clandestine dans la capitale : "Nous pouvons dire que nos forces de guérilla ont repris leurs positions à Morazan et à San Vicente". Malgré les attaques gouvernementales, ces régions demeureraient en effet, sous le contrôle des forces populaires.

Parallèlement, à la mi-décembre, d'audacieuses actions étaient entreprises par la guérilla. Un conseiller américain de la police salvadorienne, Thomas Bracken, était abattu. Le 21 décembre, la petite ville d'Apopa au nord de la capitale était occupée par les forces du FFMLN qui attaquaient simulta-

Le Front Farabundo Martí de libération nationale (FFMLN), qui unifie les organisations ouvrières et révolutionnaires salvadoriennes, a déclenché le 27 décembre une importante offensive contre la junte. Des combats mettant aux prises plusieurs centaines de guérilleros et les renforts de l'armée gouvernementale dépêchés sur place se déroulent dans le nord du pays dans la région de Chalatenango, près de la frontière avec le Honduras.

Plusieurs localités, dont celle d'Arcatao, ont été occupées par les forces du FFMLN dont l'offensive s'est développée à l'aide d'armes lourdes, simultanément dans la moitié nord du pays et dans deux régions centrales proches de la capitale.

Si ces actions n'ont pas été accompagnées de mobilisations insurrectionnelles dans la capitale, elles semblent constituer cependant l'étape précédant une insurrection populaire généralisée.



permis aux guérilleros de s'emparer d'armes lourdes et de les utiliser. Dans ces combats, ils disposent d'après le commandant du FFMLN, Carlos Torres, de "lance-fusées RP-2" de "lance-grenades M-79 de fabrication américaine", de "mortiers et de canons de 81 mm.". Sans avoir décrété l'insurrection généralisée et appelé à la grève insurrectionnelle dans les centres urbains, le FFMLN a demandé à la population de se "préparer à l'offensive finale contre le régime en place", tandis que le FDR annonçait de son côté une offensive "généralisée dans le domaine politique".

En passant ainsi à l'action sous la forme d'insurrections partielles et localisées à la veille de la prise de responsabilité de Reagan à la présidence des USA et alors que la junte salvadorienne vient d'être secouée par une grave crise interne, le FFMLN entend tester les capacités militaires et politiques de riposte de la junte et de l'impérialisme américain. Le dénouement de cette étape préliminaire de l'insurrection commandera sans doute les rythmes du passage à sa généralisation sur tout le territoire salvadorien, et notamment au déclenchement d'une grève générale insurrectionnelle.

Une partie du sort du peuple salvadorien, et de l'avenir de la révolution centro-américaine se joue en ce moment dans ces affrontements. Le FFMLN doit pouvoir être assuré de nous trouver dans ce combat inconditionnellement à ses côtés.

Vincent Kermel

El Salvador :

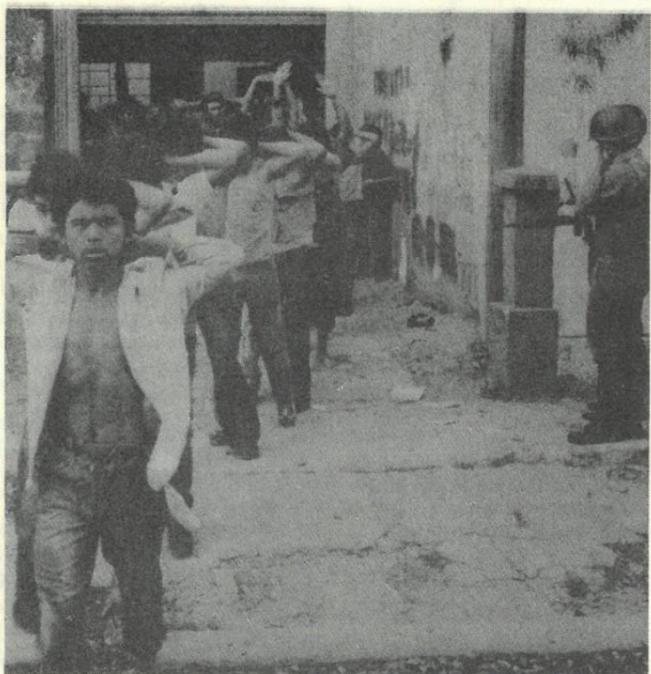
Importante offensive des forces révolutionnaires

nément les installations des forces aériennes gouvernementales avec des canons de 105 mm à l'est de San Salvador.

Insurrection partielle dans le Nord

Dans ce cadre, l'importante of-

fensive lancée dans le nord du pays le 27 décembre est une vaste opération de harcèlement qui a



La répression au Salvador : quotidienne et sanglante (voir notre éditorial page 3).

Les dossiers du Département d'Etat US pour un nouveau Vietnam

Nos camarades du SWP ont reproduit dans leur hebdomadaire "Le Militant", du 12. 12. 1980, le texte complet d'un mémoire du Département d'Etat US révélant les plans d'une intervention massive au Salvador pour un proche avenir.

Après avoir résumé les interventions en cours, portées par une douzaine d'agences et de départements du gouvernement US, le mémoire indique que ce dernier prévoit en cas de détérioration de la situation les mesures suivantes :

- "des initiatives politiques et diplomatiques en vue de couvrir un engagement des forces armées des Etats-Unis..."
- "... des plans opérationnels en vue d'une intervention militaire multilatérale ou unilatérale au Salvador comme au Guatemala..."
- "l'estimation des coûts en vies humaines et en durée" (qu'impliqueraient de tels engagements, ndr)
- "... l'évaluation de l'état de préparation" des forces armées US
- "... la préparation de plans d'urgence pour déclencher des actions en vue de désorganiser les lignes de ravitaillement et d'appui des forces de guérilla du Salvador à partir de Cuba et du Nicaragua."

Les auteurs du document concluent que "cette liste partielle implique le dégagement de ressources humaines et financières dépassant tout ce qui a été fait en rapport avec une quelconque crise dans l'hémisphère occidental depuis 1965...", c'est-à-dire depuis l'intervention US à Saint-Domingue.

Ce qui est vrai pour le gouvernement Carter le sera d'autant plus pour celui de Reagan. L'impérialisme est d'ores et déjà engagé militairement dans une opération contre-révolutionnaire de grande envergure au Salvador.

Une économie au bord du gouffre

Depuis deux ans l'économie salvadorienne a connu un processus de déclin marqué, conséquence de la situation de quasi-guerre civile et de la récession internationale. Les grèves ont perturbé des secteurs économiques entiers et l'accentuation des conflits de classe a entraîné une fuite des capitaux et un très net ralentissement dans l'afflux de capitaux étrangers.

De 1975 à 1977, le produit intérieur brut (PIB) a crû, en moyenne, de 5,2 o/o, en 1978 encore de 4 o/o; en 1979 par contre le PIB a diminué, selon les estimations officielles du gouvernement, de 1,2 o/o à 1,6 o/o. Cette tendance s'est poursuivie durant l'année 1980, certains secteurs étant particulièrement touchés, comme le bâtiment (10 o/o de réduction) et l'industrie (5,6 o/o de réduction). Seule l'agriculture, sous l'effet de la croissance de la population, a connu encore une croissance de 2,1 o/o.

1979 a connu une diminution des investissements privés de 20 o/o; le manque de capitaux va encore être plus important durant l'année 1980. Cela correspond à une fuite importante de capitaux du pays, à quoi s'ajoutent les effets du manque de crédits étrangers. Les banques commerciales américaines restent en effet dans l'expectative, uniquement à cause des risques politiques attachés aux investissements, tandis qu'au niveau gouvernemental les crédits bilatéraux se font rares. La fuite des capitaux atteint des montants importants : alors qu'en 1978 le Salvador a connu un afflux net de capitaux de 159 millions de dollars, une année plus tard cette tendance s'était inversée en un reflux net de 176 millions de dollars.

Or la junte salvadorienne a un besoin urgent de capitaux étrangers pour financer son projet de "réformes" pour les années 1981 à 1983. La junte prévoit, en effet, durant cette période, de procéder à des "réformes de structure" devant notamment aboutir à la création de 300 000 places de travail supplémentaires et à l'extension des services sociaux de l'Etat (alphabétisation, sécurité sociale, etc...). La volonté réformatrice de la junte actuelle est une farce. Ses prétendues "réformes de structures" sont une autre farce, dans la mesure où, pour les financer, il faudra que la junte se procure 1 milliard de dollars sur trois ans, dont une partie importante (20 o/o) à l'étranger, essentiellement au travers des organismes financiers internationaux. Il est fort douteux qu'une telle somme puisse être réunie.

Enfin, il faut souligner que l'inflation croît rapidement : en 1979 elle s'est élevée à 16 o/o; pour 1980 les estimations gouvernementales parlent de 20 à 24 o/o. De plus les tentatives de "réforme agraire" n'ont apporté que peu de résultats; comme le souligne pudiquement la Neue Zürcher Zeitung, "la mauvaise situation politique interne n'autorise aucun développement normal" dans l'agriculture, et cela tout particulièrement pour le "secteur agricole travaillant pour le marché intérieur... qui se montre peu efficace" (NZZ du 29/30. 11. 1980).

André Meylan